

Banque des États de l'Afrique Centrale



BULLETIN DU MARCHÉ MONÉTAIRE

N° 294

FEVRIER 2019

Sommaire	Pages
Liste des abréviations	2
Activités du marché monétaire de février 2019	3
I- Activités du compartiment interbancaire	3
II-Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale	3
A- Évolution des taux d'intérêts	3
<i>a) Taux débiteurs</i>	3
<i>b) Taux d'intérêt sur les placements des banques</i>	3
<i>c) Taux de rémunération des dépôts publics</i>	4
B- Interventions de la Banque Centrale	4
1) <i>Opérations principales d'injection de liquidité</i>	4
<i>a) Volumes échangés</i>	4
<i>b) Taux des adjudications observés</i>	5
2) <i>Facilités permanentes</i>	5
3) <i>Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables</i>	5
4) <i>Autres interventions</i>	6
III- Évolution du marché des titres publics	6
Statistiques du marché monétaire	7
I- Statistiques du compartiment interbancaire	8-9
II- Statistiques du compartiment des interventions de la Banque Centrale	10-14
III- Statistiques du compartiment des titres publics	15-18
IV- Autres statistiques	19-27
Annexes	28
Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers	29
Annexe 2 : Chronologie des principaux événements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC	34

Liste des abréviations

BEAC	:	Banque des États de l’Afrique Centrale
BDEAC	:	Banque de Développement des États de l’Afrique Centrale
BCEAO	:	Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest
BCE	:	Banque Centrale Européenne
CEMAC	:	Communauté Économique de l’Afrique Centrale
CMM	:	Comité du Marché Monétaire
COBAC	:	Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
CRCT	:	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CTPM	:	Cellule Technique de Politique Monétaire
DAJR	:	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DSFABFE	:	Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et Financement des Économies
DERS	:	Direction des Études, de la Recherche et des Statistiques
DN	:	Directions Nationales
FALB	:	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FMI	:	Fonds Monétaire International
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCN	:	Titres de Créances Négociables
TIAO	:	Taux d’Intérêt des Appels d’Offres
TFPM	:	Taux de la Facilité de Prêt Marginal
TFD	:	Taux de la Facilité de Dépôt
TISPP ₀	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les générations futures
TISPP ₁	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires
TISPP ₂	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux
TPB	:	Taux de Pénalité aux Banques
TICCE	:	Taux d’intérêt sur les Crédits Consolidés sur les États

Activités du marché monétaire de février 2019

L'activité du compartiment interbancaire a connu une baisse considérable en février 2019, se situant à 61,9 milliards contre 124,1 milliards en janvier 2019. De même, l'encours moyen des injections de liquidité sur le marché monétaire par l'Institut d'Émission s'est réduit, de 442,1 milliards en janvier 2019 à 411 milliards un mois plus tard.

Sur la même période, le marché des titres publics a connu un regain d'activité, avec vingt-quatre (24) nouvelles émissions d'une valeur totale de 443,2 milliards contre dix-sept (17) émissions d'un volume de 182,4 milliards en janvier 2019.

I- Activités du compartiment interbancaire

L'activité du marché interbancaire s'est contractée de 50,1% en février 2019, après une hausse de 47 % en janvier 2019. En effet, le volume des transactions s'est élevé à 61,9 milliards en février 2019 contre 124,1 milliards un mois auparavant. Quatorze (14) opérations ont été enregistrées au cours de ce mois, dont huit (8) à caractère régional et six (6) à caractère national. Parmi ces opérations, une seule (1) transaction de pension-livrée d'une valeur de 5 milliards a été enregistrée contre trois (3) opérations d'un volume global de 13,4 milliards un mois plus tôt.

Les taux d'intérêt pratiqués ont oscillé entre 3,50% et 5,50%, pour des durées comprises entre 7 jours et 90 jours.

II- Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale

A fin février 2019, ce compartiment du marché monétaire a été caractérisé par le maintien de l'ensemble des taux de la BEAC et une diminution du volume de ses interventions. Parmi les opérations de la Banque Centrale, aucune facilité de dépôt n'a été sollicitée.

A- Évolution des taux d'intérêt de la BEAC

a) Taux débiteurs

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : **3,50 %** ;
- Taux de facilité de prêt marginal (TFPM) : **6,00 %** ;
- Taux de pénalité aux banques (TPB) : **8,30%**.

b) Taux d'intérêt sur les placements des banques

- Taux de la facilité de dépôt : **0,0 %**.

c) Taux de rémunération des dépôts publics

Les taux de rémunération des dépôts publics sont restés inchangés et se présentent comme ci-après :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPPo) : **0,40 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP₁) : **0,05 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP₂) : **0,00 %**.

Enfin, le taux créditeur minimum, taux fixé par la BEAC pour protéger et encourager l'épargne domestique, est demeuré à **2,45 %**.

B- Interventions de la Banque Centrale

1) *Opérations principales d'injection de liquidité*

a) Volumes échangés

Au cours de la période analysée, l'opération principale d'injection de liquidité a constitué près de 50,9% des concours octroyés par l'Institut d'Émission au système bancaire. Avec quatre (4) appels d'offres organisés, l'encours moyen mensuel s'est établi à 209,4 milliards en février 2019 contre 238,7 milliards le mois précédent. La répartition par pays de cet encours moyen se présente comme ci-après :

Au **Cameroun**, en raison de la réduction progressive du volume injecté par la Banque Centrale et du caractère concurrentiel de ces adjudications, l'encours moyen mensuel des avances accordées aux établissements de crédit a fléchi de 10,2%, pour se situer à 25,7 milliards en février 2019 contre 28,6 milliards en janvier 2019.

En **Centrafrique**, aucune opération n'a été enregistrée au cours des trois derniers mois.

Au **Congo**, le volume moyen des interventions de la BEAC a observé un accroissement de 34%, passant de 20,5 milliards en janvier 2019 à 27,4 milliards en février 2019. Cette évolution est imputable à l'augmentation des besoins de certains établissements de crédit de ce pays.

Au **Gabon**, l'encours moyen mensuel a reculé de 6%, passant de 23,7 milliards en janvier 2019 à 22,3 milliards un mois plus tard, avec essentiellement un établissement de crédit qui fait recours régulièrement à cette opération.

En **Guinée Équatoriale**, sollicitée essentiellement par un seul établissement de crédit, le montant moyen des avances octroyées au titre de l'appel d'offres hebdomadaire a chuté, se situant à 5,5 milliards en février 2019 contre 19,3 milliards en janvier 2019, en

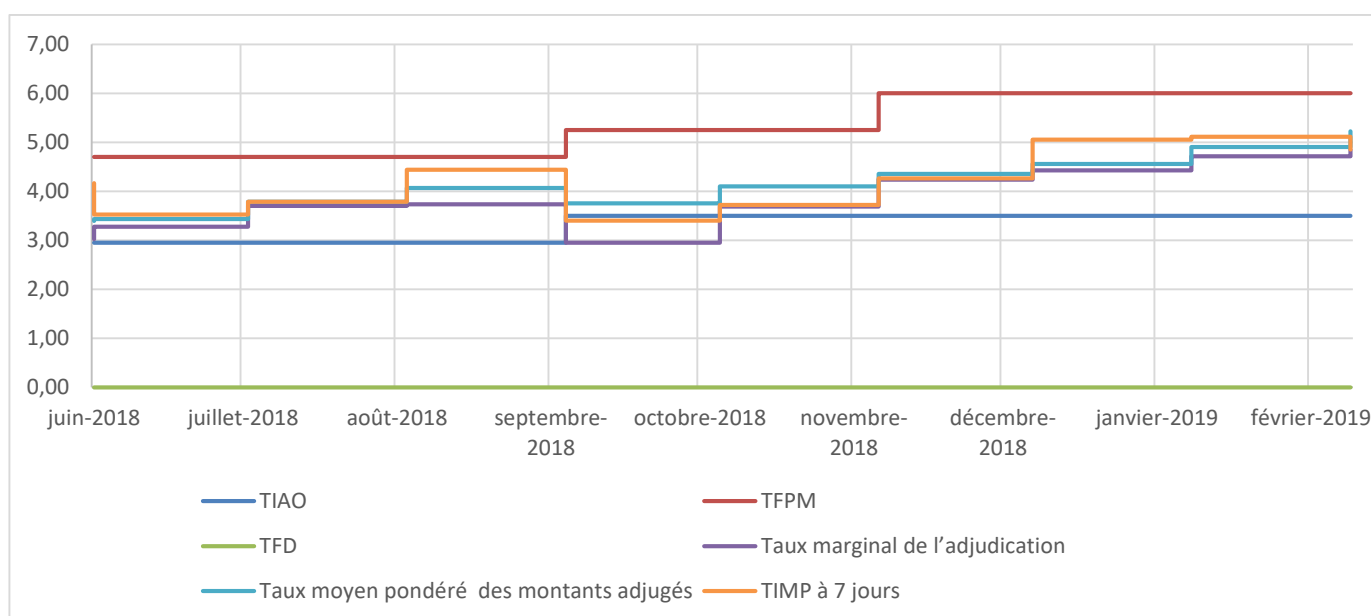
raison principalement de la baisse des facultés d'avance de la seule banque recourant à cette facilité.

Au **Tchad**, relativement au caractère concurrentiel de l'opération principale de refinancement, en février 2019 le volume moyen du refinancement est passé de 146,6 milliards en janvier 2019 à 128,4 milliards.

b) Taux des adjudications observés

À fin février 2019, il a encore été observé un renchérissement de la monnaie banque centrale. En effet, le taux marginal moyen mensuel des adjudications hebdomadaires est ressorti à 4,72 % en février 2019 contre 4,43 % un mois plus tôt. Pareillement, le taux moyen mensuel des montants adjugés s'est établi à 4,91% au cours du mois de référence contre 4,56 % en janvier 2019, soit une hausse de 35 points de base.

Graphique 1 : Evolution des taux d'intervention de la BEAC en fin de mois et des taux moyens des adjudications de l'opération principale d'injection de liquidité (en %)



2) Facilités permanentes

Concernant les **facilités permanentes**, le volume moyen des avances au titre des opérations de prêt marginal a diminué de 22,7 %, se situant à 124,4 milliards en février 2019 contre 161 milliards en janvier 2019, en raison de la diminution des besoins de liquidité de certains établissements de crédit de la CEMAC.

3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Émission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement, a légèrement diminué, passant de 40,8 milliards au 31 janvier 2019 à 39 milliards un mois après. La quasi-totalité de ces concours étant allouée à la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) installée au Congo, cette baisse est liée aux remboursements intervenus au cours de la période analysée.

4) *Autres interventions*

Les autres instruments de politique monétaire, à savoir les opérations de réglage fin, opérations structurelles et l'apport de liquidité d'urgence, n'ont pas été actionnés au cours de la période sous revue. De même, aucune avance intra journalière n'a été sollicitée.

Au cours du mois de février 2019, l'Institut d'émission a procédé à sa première injection de liquidité à maturité longue, sur une série de trois approuvée par le Gouverneur, pour un montant de 30 milliards et une maturité de trois mois. L'objectif visé est de permettre aux établissements de crédit de faire face à leur besoin de liquidité à long terme et d'également enrichir la courbe de taux.

Aucun incident de paiement n'a été constaté au cours du mois de février 2019.

III- Évolution du marché des titres publics

Le marché primaire des titres publics émis par adjudication a été plus dynamique en février 2019 qu'en janvier 2019. En nombre, quatorze (14) émissions de BTA ont été enregistrées au cours de la période sous revue, contre quinze (15) émissions de BTA en janvier 2019. Pour ce qui est des OTA, dix (10) nouvelles émissions ont été enregistrée en février 2019, pour aucune émission d'OTA en janvier 2019. En valeur, ces émissions se sont élevés à 137,4 milliards pour les BTA et 305,7 milliards pour les OTA en février 2019, contre un volume de 151,7 milliards de BTA en janvier 2019.

En février 2019, l'analyse par maturité révèle une fois de plus que les émetteurs ont une préférence pour les BTA de 26 semaines. La répartition des émissions se présente comme ci-dessous :

- Deux (2) émissions de BTA de 13 semaines ont été effectuées par le Gabon pour un volume global de 24,5 milliards.
- Sept (7) émissions de BTA de 26 semaines d'une valeur globale de 71,9 milliards, dont trois (3) du Tchad d'un volume de 32,9 milliards, deux (2) du Congo de 19 milliards, une (1) de 10 milliards réalisée respectivement par le Cameroun et le Gabon.
- Cinq (5) émissions de BTA de 52 semaines d'un montant total de 41 milliards, dont deux (2) émissions du Cameroun d'un volume de 20 milliards, une (1) émission de la Guinée Équatoriale de 13 milliards, une (1) du Gabon de 5 milliards et une (1) du Tchad de 3 milliards.
- Dix (10) émissions d'OTA pour des maturités allant de 2 à 10 ans, d'un volume de 305,8 milliards, dont neuf (9) émissions de la Guinée Équatoriale de 291 milliards et une (1) émission du Cameroun pour un montant de 14,8 milliards.

Statistiques du marché monétaire à fin février 2019

Tableau Ia : récapitulatif des opérations du marché interbancaire en fin février 2019

En blanc			(Montants cumulés en FCFA)		
	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2010	25 679 600 000	23,6	83 059 570 000	76,4	108 739 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	15 000 000 000	88,2	2 000 000 000	11,8	17 000 000 000
2016	19 000 000 000	64,7	10 358 343 693	35,3	29 358 343 693
2017	96 956 151 000	47,1	109 076 503 400	52,9	206 032 654 400
2018	366 600 000 000	60,5	239 300 000 000	39,5	605 900 000 000
2019	38 600 000 000	38,4	62 000 000 000	61,6	100 600 000 000
Centrafrique					
2016	1 800 000 000	100,0	0	0,0	1 800 000 000
2017	500 000 000	100,0	0	0,0	500 000 000
2018	4 500 000 000	81,8	1 000 000 000	18,2	5 500 000 000
2019	0		0		0
Congo					
2017	4 000 000 000	12,3	28 500 000 000	87,7	32 500 000 000
2018	5 000 000 000		0		5 000 000 000
2019	0		0		0
Gabon					
2016	0	0,0	5 000 000 000	100,0	5 000 000 000
2017	0	0,0	24 568 506 000	100,0	24 568 506 000
2018	0	0,0	153 800 000 000	100,0	153 800 000 000
2019	0	0,0	7 000 000 000	100,0	7 000 000 000
Guinée Equatoriale					
2016	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
2017	5 000 000 000	11,4	39 000 000 000	88,6	44 000 000 000
2018	0	0,0	139 000 000 000	100,0	139 000 000 000
2019	0	0,0	55 000 000 000	100,0	55 000 000 000
Tchad					
2010	1 500 000 000	100,0	0	0,0	1 500 000 000
2013	3 000 000 000	100,0	0	0,0	3 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	10 000 000 000	83,3	2 000 000 000	16,7	12 000 000 000
2017	0	0,0	1 100 000 000	100,0	1 100 000 000
2018	900 000 000	46,5	1 034 404 300	53,5	1 934 404 300
2019	0		0		0
CEMAC					
2010	27 179 600 000	24,7	83 059 570 000	75,3	110 239 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	5 000 000 000	100,0	0	0	5 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0	2 000 000 000
2015	25 000 000 000	86,2	4 000 000 000	13,8	29 000 000 000
2016	25 800 000 000	62,7	15 358 343 693	0	41 158 343 693
2017	106 456 151 000	34,5	202 245 009 400	65,5	308 701 160 400
2018	377 000 000 000	41,4	534 134 404 300	58,6	911 134 404 300
2019	38 600 000 000	23,7	124 000 000 000	76,3	162 600 000 000
Collatéralisées (Montants cumulés en FCFA)					
	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2018	17 440 750 000	100,0	0	0,0	17 440 750 000
2019	13 375 000 000	100,0	0	0,0	13 375 000 000
Congo					
2019	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
CEMAC					
2018	17 440 750 000	100,0	0	0,0	17 440 750 000
2019	18 375 000 000	100,0	0	0,0	18 375 000 000

Tableau Ib : Taux moyens du marché interbancaire par type de transaction et par maturité

(Historique à compter du 4 juin 2018)

Années	Périodes	TIMP en % par maturité			TIMP en % par maturité						
		24 h	48 h	3 à 6 jours	7 jours	8 à 13 jours	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois
2018	Semaine du 4 au 10 juin 2018	-	-		6,00	-	-	-	4,22	4,00	5,00
	Semaine du 11 au 17 juin 2018	-	-		3,25	-	6,00	-	5,00	-	5,00
	Semaine du 18 au 24 juin 2018	-	-		-	-	6,00	-	5,17	-	5,37
	Semaine du 25 juin au 1 juillet 2018	-	-		3,25	-	-	-	5,26	4,00	-
	Semaine du 2 au 8 juillet 2018	-	-	3,15	3,50	-	-	-	5,00	-	2,75
	Semaine du 9 au 15 juillet 2018	-	-	3,15	3,55	-	6,00	-	5,00	-	-
	Semaine du 16 au 22 juillet 2018	-	-		-	6,00	-	6,00	5,00	4,00	-
	Semaine du 23 au 29 juillet 2018	-	-	-	3,33	-	6,00	-	5,25	-	-
	Semaine du 30 juillet au 5 août 2018	-	-		-	-	3,86	-	5,00	-	-
	Semaine du 6 au 12 août 2018	-	-		3,45	-	-	-	5,81	-	-
	Semaine du 13 au 19 août 2018	-	-		4,39	-	6,00	-	6,00	4,00	-
	Semaine du 20 au 26 août 2018	-	-		4,34	-	6,00	-	5,00	-	6,00
	Semaine du 27 août au 2 septembre 2018	-	-	-	4,40	-	6,00	-	5,47	-	-
	Semaine du 03 au 07 septembre 2018	-	-	-	4,44	-	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 10 au 14 septembre 2018	-	-	-	4,48	-	6,00	-	-	-	6,00
	Semaine du 17 au 21 septembre 2018	-	-	-	4,44	-	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 24 au 28 septembre 2018	-	-	-	3,10	-	-	-	4,86	-	6,00
	Semaine du 01 au 05 octobre 2018	-	-	-	3,00	-	-	-	5,00	-	2,75
	Semaine du 08 au 12 octobre 2018	-	3,75	-	3,50	-	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 15 au 19 octobre 2018	-	-	3,92	4,00	-	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 22 au 26 octobre 2018	-	-	4,34	-	-	-	-	4,50	-	-
	Semaine du 29 octobre au 02 novembre 2018	-	4,00	-	3,70	-	-	-	5,62	-	-
	Semaine du 5 au 9 novembre 2018	-	-	5,50	-	3,70	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 12 au 16 novembre 2018	-	-	-	-	3,50	3,00	-	3,20	-	6,00
	semaine du 19 au 23 novembre 2018	-	5,50	-	-	-	-	-	5,10	-	-
	semaine du 26 novembre au 02 décembre 2018	-	-	5,25	4,24	3,75	-	-	5,00	-	-
	semaine du 3 au 9 décembre 2018	-	-	5,00	4,27	-	-	-	5,00	-	-
	semaine du 10 au 16 décembre 2018	-	-	-	-	3,75	3,50	-	-	-	6,00
	semaine du 17 au 23 décembre 2018	-	-	-	-	5,50	-	-	5,00	-	-
	semaine du 24 au 30 décembre 2018	-	-	-	-	-	-	5,50	5,00	-	6,00
	semaine du 31 décembre 2018 au 6 janvier 2019	-	-	-	5,25	-	-	-	-	-	2,75
2019	semaine du 7 au 13 janvier 2019	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	semaine du 14 au 19 janvier 2019	-	-	-	-	-	-	-	5,00	-	-
	semaine du 20 au 27 janvier 2019	-	-	-	-	-	-	-	4,56	-	-
	semaine du 28 janvier au 3 février 2019	-	-	-	-	-	-	-	5,00	-	-
	semaine du 4 au 10 février 2019	-	-	-	-	-	-	-	5,00	-	-
	semaine du 11 au 18 février 2019	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	semaine du 19 au 26 février 2019	-	-	-	4,71	-	-	5,50	-	-	-
	semaine du 27 février au 3 mars 2019	-	-	-	4,85	-	-	-	5,28	-	3,50

Tableau Ic : Volume et répartition des transactions interbancaires nationales et régionales en février 2019

Nature de l'opération	Nationale		Régionale		Total
	opération	%	opération	%	
Cameroun	17 400 000 000	100,00	-	-	17 400 000 000
Centrafrique	-	-	-	-	-
Congo	-	-	-	-	-
Gabon	-	-	7 000 000 000	-	7 000 000 000
Guinée Equatoriale	-	-	27 500 000 000	100,00	27 500 000 000
Tchad	-	-	-	-	-
Total	17 400 000 000	33,53	34 500 000 000	66,47	51 900 000 000
<i>Collatéralisées</i>					
Cameroun	-	-	-	-	-
Centrafrique	-	-	-	-	-
Congo	5 000 000 000	100,00	-	-	5 000 000 000
Gabon	-	-	-	-	-
Guinée Equatoriale	-	-	-	-	-
Guinée Equatoriale	-	-	-	-	-
Tchad	-	-	-	-	-
Total	5 000 000 000	100,00	-	-	5 000 000 000
Total du mois	22 400 000 000	39,37	34 500 000 000	60,63	56 900 000 000

II- STATISTIQUES DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

Tableau IIa : Récapitulatif des interventions de la BEAC

Pays	Mois	Opération principale d'injection de liquidité	Facilité de prêt marginal	Avance intrajournalière	Opération à maturité longue	Avances au taux de pénalité	Apport liquidité d'urgence	Guichet spécial	Total
Cameroun	juin-18	26 496	595						27 091
	juil-18	40 586	7 177						47 763
	août-18	35 693	2 594						38 287
	sept-18	33 962	79						34 041
	oct-18	19 816	0						19 816
	nov-18	47 825	3 000						50 825
	déc-18	40 380	7 492						47 872
	janv-19	28 640	21						28 661
Centrafrique	févr-19	25 720	624		2 857				29 201
	juin-18	43						433	476
	juil-18	96						415	511
	août-18	100						395	495
	sept-18	130						373	503
	oct-18	185						355	540
	nov-18	0						335	335
	déc-18	0						316	316
Congo	janv-19	0						296	296
	févr-19	0						277	277
	juin-18	51 408	0					55 651	107 059
	juil-18	54 721	1 129					54 932	110 781
	août-18	44 096	3 997					54 518	102 611
	sept-18	37 431	333					54 443	92 208
	oct-18	42 359	0					51 445	93 804
	nov-18	40 128	1 080					44 676	85 884
Gabon	déc-18	30 683	6 484			1 387		41 891	80 445
	janv-19	20 484	9 677					40 501	70 662
	févr-19	27 448	536		5 714			38 771	72 469
	juin-18	19 698							19 698
	juil-18	19 323							19 323
	août-18	25 435							25 435
	sept-18	27 500							27 500
	oct-18	27 500							27 500
Guinée Equatoriale	nov-18	26 100							26 100
	déc-18	21 806							21 806
	janv-19	23 677							23 677
	févr-19	22 250							22 250
	juin-18	147 560	0						147 560
	juil-18	130 834	12 081						142 914
	août-18	117 859	21 083						138 942
	sept-18	96 316	42 351						138 667
Tchad	oct-18	57 163	83 372						140 535
	nov-18	4 545	135 937						140 482
	déc-18	15 238	157 634						172 872
	janv-19	19 304	142 967						162 272
	févr-19	5 501	103 604			29 561			138 666
	juin-18	38 030	0	2 124		136 091	7 206		183 451
	juil-18	27 344	7 763	183		131 050	9 703		176 043
	août-18	43 107	16 430	29		99 706	10 000		169 272
CEMAC	sept-18	56 214	3 159	459		95 999	9 800		165 631
	oct-18	108 218	0	0		46 602	8 500		163 320
	nov-18	142 669	10 714	0		1 619	6 917		161 919
	déc-18	146 410	8 774	435		0	2 452		158 070
	janv-19	146 555	8 348	1 581		0	0		156 484
	févr-19	128 448	19 674	0	0	0	0	0	148 122
	juin-18	283 235	595	2 124		136 091	7 206	56 084	485 335
	juil-18	272 903	28 150	183		131 050	9 703	55 347	497 335
	août-18	266 290	44 104	29		99 706	10 000	54 913	475 042
	sept-18	251 553	45 922	459		95 999	9 800	54 816	458 549
	oct-18	255 240	83 372	0		46 602	8 500	51 800	445 514
	nov-18	261 267	150 731	0		1 619	6 917	45 011	465 545
	déc-18	254 516	180 384	435		1 387	2 452	42 207	481 381
	janv-19	238 661	161 014	1 581		0	0	40 797	442 052
	févr-19	209 366	124 438	0	8 571	29 561	0	39 048	410 984

Tableau IIb : Récapitulatif des données des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en février 2019

Mois de l'année	Semaines	N° OPIL	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
févr-19	07/02/2019 au 14/02/2019	AON n° 05	235 000	369 439	235 000	10	21,28	17	157,21	4,58	4,81	4,60	4,63	4,66	5,25
	14/02/2019 au 21/02/2019	AON n° 06	235 000	374 283	235 000	12	25,53	20	159,27	4,60	5,00	4,64	4,74	4,82	5,25
	21/02/2019 au 28/02/2019	AON n° 07	205 000	336 681	205 000	11	23,40	17	164,23	4,40	5,30	4,62	4,85	5,00	5,25
	28/02/2019 au 07/03/2019	AON n° 08	200 000	359 328	200 000	11	23,40	18	179,66	4,62	5,30	5,00	4,93	5,14	4,71

TIMP : Taux interbancaire Moyen Pondéré

Tableau IIc : Données moyennes mensuelles des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC de juin 2018 en fin février 2019

(Aux dates de règlement)

Mois	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
juin-2018	281 667	327 316	281 667	19	40,84	38	116	2,95	4,55	3,02	3,33	3,39	4,17
juillet-2018	272 500	324 306	272 500	17	35,64	31	119	3,08	4,00	3,28	3,40	3,44	3,53
août-2018	266 000	334 893	266 000	17	35,32	30	126	2,95	4,06	3,70	3,76	3,79	3,79
septembre-2018	265 000	277 261	239 788	14	29,25	26	105	2,95	4,30	3,74	4,06	4,07	4,44
octobre-2018	265 000	342 303	265 000	14	29,26	25	129	2,95	4,35	2,95	3,57	3,75	3,40
novembre-2018	265 000	442 520	265 000	16	34,47	29	167	3,34	4,46	3,69	3,91	4,10	3,72
décembre-2018	260 000	422 802	260 000	12	26,06	25	163	4,17	4,53	4,24	4,30	4,36	4,26
janvier-2019	248 000	406 889	248 000	11	22,98	19	164	4,38	4,73	4,43	4,49	4,56	5,05
février-2019	218 750	359 933	218 750	11	23,40	18	165	4,55	5,10	4,72	4,79	4,91	5,11

Tableau IId : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Cameroun, RCA, Congo)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Cameroun			Centrafrique			Congo		
	février-18	février-19	Variation en %	février-18	février-19	Variation en %	février-18	février-19	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	28 716	57 113	98,89	878	25 402	2793,21	88 290	61 140	-30,75
. Accords à court terme	28 716	57 113	98,89	178	15 552	8637,27	500	0	-
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	-	700	9 850	-	87 790	61 140	-30,36
2. Encours des tirages du système bancaire	80 658	27 478	-65,93	563	258	-54,23	90 472	73 771	-18,46
a/Instruments de refinancement ordinaire	80 658	27 478	-65,93	52	0	-100,00	30 000	35 000	16,67
b/Guichet spécial de refinancement ⁽¹⁾	0	0	-	511	258	-49,57	60 472	38 771	-35,89

(1) Les chiffres du Congo concernent la BDEAC.

(2) Pour le Congo, y compris 150 milliards pour la BDEAC.

Tableau IIe : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC		
	février-18	février-19	Variation en %	février-18	février-19	Variation en %	février-18	février-19	Variation en %	février-18	février-19	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	11 750	11 750	-	200 000	110 000	-81,82	47 381	20 786	-56,13	377 015	286 190	-24,09
. Accords à court terme	11 750	11 750	-	200 000	110 000	-81,82	47 381	20 786	-56,13	288 525	215 200	-25,41
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	0	0	0	-	0	0	-	88 490	70 990	-
2. Encours des tirages du système bancaire	42 000	26 000	-61,54	97 650	158 000	38,20	199 913	138 750	-44,08	511 256	424 257	-17,02
a/Instruments de refinancement ordinaire	42 000	26 000	-61,54	97 650	158 000	38,20	199 913	138 750	-44,08	450 273	385 228	-14,45
b/Guichet spécial de refinancement ⁽¹⁾	0	0	0,00%	0	0	-	0	0	0	60 983	39 029	-36,00

(1) y compris la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.

Tableau Iif : Situation analytique des réserves obligatoires (1)

Mois	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	Total
février 2018	214 921	2 483	61 954	95 180	92 047	10 715	477 299
mars 2018	218 173	2 077	59 975	94 975	76 564	10 887	462 651
avril 2018	228 851	8 675	73 240	105 491	70 749	16 577	503 582
mai 2018	239 360	10 648	79 444	112 877	73 274	19 312	534 915
juin 2018	244 698	10 631	78 032	115 973	72 241	20 026	541 601
juillet 2018	242 726	10 463	76 928	119 741	72 952	26 294	549 105
août 2018	248 273	10 579	76 235	124 531	74 330	26 168	560 116
septembre 2018	250 032	10 706	77 563	130 865	73 892	26 744	569 802
octobre 2018	249 147	10 986	80 079	124 754	73 424	35 079	573 468
novembre 2018	248 975	10 938	79 997	124 120	72 359	34 587	570 976
décembre 2018	248 815	11 082	78 557	124 199	71 767	35 175	569 595
janvier 2019	252 494	11 327	78 057	125 940	74 887	35 692	578 398
février 2019	254 165	11 595	77 789	127 958	78 194	37 011	586 713

Tableau Iig : Situation mensuelle consolidée des réserves obligatoires de la CEMAC (1)

(en millions de FCFA)

Pays	Niveau des réserves obligatoires au 31/01/2019	Niveau des réserves obligatoires au 28/02/2019	Evolution
Cameroun	252 494	254 165	1 671
Centrafrique	11 327	11 595	269
Congo	78 057	77 789	- 268
Gabon	125 940	127 958	2 017
Guinée Equatoriale	74 887	78 194	3 307
Tchad	35 692	37 011	1 319
CEMAC	578 398	586 713	8 315

Tableau IIh : Situation des réserves obligatoires au 28 février 2019 (1)

(En millions FCFA-Chiffres de fin de période))

Rubriques	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
<i>Niveau des réserves obligatoires (RO) à constituer</i>	254 165	11 595	77 789	127 958	78 194	37 011	586 713
<i>Solde des comptes-courants à la BEAC</i>	996 047	37 759	272 476	435 228	302 694	95 431	2 139 634
<i>Part des RO dans le solde des comptes courants à la BEAC</i>	25,52%	30,71%	28,55%	29,40%	25,83%	38,78%	27,42%

(1) Absence de placement sur le marché monétaire, autre composante des réserves des banques depuis mai 2012.

**Tableau III : Agrégats de monnaie et refinancement du système bancaire
(Cameroun, Centrafrique et Congo)**

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2017				2018				2019
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Février
I - Cameroun									
1 - Crédits à l'économie	3 061 195	3 035 329	3 005 057	3 048 479	3 116 394	3 225 399	3 278 595	3 416 931	3 342 227
2 - Montant des accords de classement	49 658	61 303	48 657	31 115	33 271	39 268	39 307	54 420	57 113
3 - Refinancement BEAC	194 517	199 989	102 664	72 569	65 013	29 615	27 500	37 585	27 478
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	6,35%	6,59%	3,42%	2,38%	2,09%	0,92%	0,84%	1,10%	0,82%
II - Centrafrique									
1 - Crédits à l'économie	128 624	126 134	127 387	133 692	140 595	136 885	140 399	156 367	162 542
2 - Montant des accords de classement	15 884	16 062	16 062	16 062	878	15 880	25 144	25 402	25 402
3 - Refinancement BEAC	700	644	731	655	544	557	540	297	258
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	100,00%	0,51%	0,57%	0,49%	0,39%	0,41%	0,38%	0,19%	0,16%
III - Congo									
2 - Crédits à l'économie	1 240 421	1 266 175	1 257 399	1 211 522	1 172 441	1 118 886	1 131 402	1 135 722	1 083 639
3 - Montant des accords de classement ⁽¹⁾	87 790	83 340	83 940	83 340	83 840	83 840	87 340	66 440	61 140
4 - Refinancement BEAC ⁽²⁾	102 920	97 604	96 425	91 651	90 472	101 848	98 168	71 238	73 771
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	8,30%	7,71%	7,67%	7,56%	7,72%	9,10%	8,68%	6,27%	6,81%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

**Tableau IIj : Agrégats de monnaie et refinancement du système bancaire
(Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)**

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2017				2018				2019
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Février
IV - Gabon									
1 - Crédits à l'économie	1 154 596	1 134 460	1 089 659	1 120 551	1 026 912	1 089 433	1 132 154	1 170 466	1 123 544
2 - Montant des accords de classement	18 000	18 000	9 000	11 750	2 750	2 750	2 750	0	0
3 - Refinancement BEAC	78 676	79 927	52 591	48 000	39 500	19 000	27 500	23 000	26 000
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	6,81%	7,05%	4,83%	4,28%	3,85%	1,74%	2,43%	1,97%	2,31%
V - Guinée Equatoriale									
1 - Crédits à l'économie	1 138 937	1 166 903	1 147 149	1 166 404	1 163 042	1 166 372	1 178 123	1 187 866	944 023
2 - Montant des accords de classement	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	175 000	175 000	140 000	110 000
3 - Refinancement BEAC	107 500	129 500	80 000	90 000	127 650	147 432	129 000	174 000	158 000
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	9,44%	11,10%	6,97%	7,72%	10,98%	12,64%	10,95%	14,65%	16,74%
VI - Tchad									
1 - Crédits à l'économie	631 579	626 600	622 334	619 303	620 809	619 046	618 778	624 580	630 675
2 - Montant des accords de classement	67 374	40 424	53 224	8 650	47 381	27 200	30 472	20 786	20 786
3 - Refinancement BEAC	177 511	193 810	184 194	188 020	199 913	181 556	158 516	171 000	138 750
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	28,11%	30,93%	29,60%	30,36%	32,20%	29,33%	25,62%	27,38%	22,00%
VII - CEMAC									
1 - Crédits à l'économie	7 915 448	7 889 727	7 764 432	7 764 432	7 727 637	7 805 567	7 916 289	8 102 570	7 687 923
2 - Montant des accords de classement ⁽¹⁾	438 706	419 129	410 883	350 917	368 120	343 938	360 012	307 048	274 440
3 - Refinancement BEAC ⁽²⁾	661 824	701 474	516 605	490 895	523 092	480 008	441 224	477 119	424 257
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	8,36%	8,89%	6,65%	6,32%	6,77%	6,15%	5,57%	5,89%	5,52%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IIk : Opérations du crédit et du marché monétaire

(Situation en fin de période - en millions de F.CFA)

Février 2019

Rubriques	Pays						CEMAC ⁽¹⁾
	Cameroun	Centrafrique	Congo ⁽¹⁾	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	
Accords de mobilisation	57 113	25 402	61 140	0	110 000	20 786	274 440
Refinancements accordés	27 478	258	73 771	26 000	158 000	138 750	424 257
1. Instruments de refinancement	27 478	0	35 000	26 000	158 000	138 750	385 228
2. Guichet spécial de refinancement	0	258	38 771	0	0	0	39 029
Niveaux des réserves obligatoires au 31 décembre 2018	254 165	11 595	77 789	127 958	78 194	37 011	586 713
Autres interventions (ponctions de liquidité) ⁽²⁾	0	0	55	0	0	0	55
Intérêts mensuels acquis sur les opérations du marché monétaire	157	158	159	160	161	162	957
Encours des engagements des Etats à consolider au 31 décembre 2017 ⁽³⁾	577 359	80 484	572 000	452 500	608 703	479 430	2 770 477
Encours et impayés sur avances exceptionnelles ⁽⁴⁾	0	673	452	452	452	452	2 482
Centrale des Risques (date dernière publication)	février-19	février-19	février-19	février-19	février-19	février-19	-

(1) Le refinancement sur le guichet spécial au Congo concerne uniquement la BDEAC, institution communautaire.

(2) Fonds de bonification de la BDEAC.

(3) Chiffres consolidés suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des

(4) Avances octroyées au GABAC pour le financement de son budget, mais remboursées par les Etats.

III- MARCHE DES TITRES PUBLICS

Tableau IIIa : Liste des titres publics émis par le Cameroun au 28 février 2019

(en millions de FC (en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date de règlement	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
CM1300000401 BTA-52 19-AVRI-2019	BTA	20/04/2018	19/04/2019	52 semaines		5 000
CM1200000667	BTA	07/09/2018	08/03/2019	26 semaines		10 000
CM1200000675	BTA	14/09/2018	15/03/2019	26 semaines		10 000
CM1200000683	BTA	26/10/2018	26/04/2019	26 semaines		10 000
CM1200000691	BTA	09/11/2018	10/05/2019	26 semaines		10 000
CM1100000767	BTA	28/12/2018	29/03/2019	13 semaines		10 000
CM1100000759	BTA	21/12/2018	22/03/2019	13 semaines		10 000
CM1100000775	BTA	11/01/2019	12/04/2019	13 semaines		5 000
CM1200000709	BTA	18/01/2019	19/07/2019	26 semaines		10 000
CM1200000717	BTA	25/01/2019	26/07/2019	26 semaines		7 000
CM1200000725	BTA	15/02/2019	16/08/2019	26 semaines		10 000
CM1300000427	BTA	01/02/2019	31/01/2020	52 semaines		10 000
CM1300000435	BTA	08/02/2019	07/02/2020	52 semaines		10 000
Sous-total (BTA)						117 000
CM2J00000014	OTA	22/02/2019	22/02/2022		3 ANS	14 770
Sous-total (OTA)						14 770
Total						131 770

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIb : Liste des titres publics émis par la République centrafricaine au 28 février 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date de règlement	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
CF1200000302	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines	5 500
CF1200000310	BTA	12/12/2018	14/06/2019	26 semaines	4 000
Total					9 500

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIc : Liste des titres publics émis par le Congo au 28 février 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date de règlement	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
CG1200000178	BTA	11/01/2019	12/07/2019	26 semaines	3 000
CG1200000186	BTA	01/02/2019	02/08/2019	26 semaines	8 000
CG1200000194	BTA	15/02/2019	16/08/2019	26 semaines	11 000
CG1200000095	BTA	31/08/2018	01/03/2019	26 semaines	5 000
CG1200000103	BTA	14/09/2018	15/03/2019	26 semaines	5 000
CG1200000111	BTA	21/09/2018	22/03/2019	26 semaines	6 000
CG1200000129	BTA	19/10/2018	19/04/2019	26 semaines	6 500
CG1200000137	BTA	09/11/2018	10/05/2019	26 semaines	3 000
CG1200000145	BTA	23/11/2018	24/05/2019	26 semaines	4 000
CG1200000160	BTA	21/12/2018	21/06/2019	26 semaines	3 000
CG1200000152	BTA	14/12/2018	14/06/2019	26 semaines	5 110
Total					59 610

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIId : Liste des titres publics émis par le Gabon au 28 février 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature	Date	Date	Maturité		Montant levé
	des titres	de règlement	de remboursement	BTA	OTA	par le Trésor
GA1300000302 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	23/03/2018	22/03/2019	52 semaines		15 000
GA1200000741	BTA	14/09/2018	15/03/2019	26 semaines		14 591
GA1200000758	BTA	05/10/2018	05/04/2019	26 semaines		9 400
GA1200000766	BTA	19/10/2018	19/04/2019	26 semaines		15 000
GA1100000742	BTA	30/11/2018	01/03/2019	13 semaines		14 000
GA1200000774	BTA	02/11/2018	03/05/2019	26 semaines		15 000
GA1200000782	BTA	16/11/2018	17/05/2019	26 semaines		15 000
GA1100000767	BTA	28/12/2018	29/03/2019	13 semaines		12 000
GA1200000808	BTA	21/12/2018	21/06/2019	26 semaines		17 000
GA1200000790	BTA	14/12/2018	14/06/2019	26 semaines		9 500
GA1100000759	BTA	07/12/2018	08/03/2019	13 semaines		15 000
GA1100000775	BTA	11/01/2019	12/04/2019	13 semaines		14 481
GA1100000783	BTA	25/01/2019	26/04/2019	13 semaines		15 000
GA1100000791	BTA	08/02/2019	10/05/2019	13 semaines		10 000
GA1100000809	BTA	22/02/2019	24/05/2019	13 semaines		14 500
GA1200000816	BTA	04/01/2019	05/07/2019	26 semaines		8 000
GA1200000824	BTA	18/01/2019	19/07/2019	26 semaines		15 000
GA1200000832	BTA	15/02/2019	16/08/2019	26 semaines		10 000
GA1300000310	BTA	01/02/2019	31/01/2020	52 semaines		5 000
Sous-total (BTA)						243 472
GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	OTA	20/09/2017	23/09/2019		2 ANS	8 000
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020	OTA	21/03/2018	23/03/2020		2 ANS	7 500
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1	OTA	04/04/2018	23/03/2020		2 ANS	4 100
GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	OTA	23/05/2018	25/05/2020		2 ANS	27 449
GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	OTA	04/07/2018	05/07/2021		3 ANS	8 800
GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	OTA	01/08/2018	05/07/2021		3 ANS	5 000
GA2B000000026	OTA	01/08/2018	03/08/2023		5 ANS	10 000
GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	OTA	12/09/2018	23/09/2019		2 ANS	18 600
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2	OTA	24/10/2018	23/03/2020		2 ANS	3 282
GA2A000000051	OTA	28/11/2018	23/03/2020		2 ANS	15 000
GA2A000000051	OTA	28/11/2018	23/03/2020		2 ANS	11 000
Sous-total (OTA)						118 731
Total						362 203

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIe : Liste des titres publics émis par la Guinée Équatoriale au 28 février 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature	Date	Date	Maturité		Montant levé
	des titres	de règlement	de remboursement	BTA	OTA	par le Trésor
GQ1300000511 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	23/03/2018	22/03/2019	52 semaines		7 500
GQ1300000528 BTA-52 12-AVRI-2019	BTA	13/04/2018	12/04/2019	52 semaines		15 000
GQ1300000536 BTA-52 17-MAI-2019	BTA	18/05/2018	17/05/2019	52 semaines		5 000
GQ1300000544	BTA	15/06/2018	14/06/2019	52 semaines		3 000
GQ1300000551 BAT-52 12-JUIL-2019	BTA	13/07/2018	12/07/2019	52 semaines		11 000
GQ1300000569	BTA	10/08/2018	09/08/2019	52 semaines		10 000
GQ1300000577	BTA	26/10/2018	25/10/2019	52 semaines		15 000
GQ1300000585	BTA	09/11/2018	08/11/2019	52 semaines		12 000
GQ1300000593	BTA	07/12/2018	06/12/2019	52 semaines		8 000
GQ1300000601	BTA	11/01/2019	10/01/2020	52 semaines		15 000
GQ1300000619	BTA	25/01/2019	24/01/2020	52 semaines		15 000
GQ1300000627	BTA	08/02/2019	07/02/2020	52 semaines		13 000
Sous-total (BTA)						129 500
GQ2A00000015 OTA 2 ans 5% 13 février 2021	OTA	13/02/2019	13/02/2021		2 ANS	32 333
GQ2J00000016 OTA 3 ans 5% 13 février 2022	OTA	13/02/2019	13/02/2022		3 ANS	32 333
GQ2K00000013 OTA 4 ans 5% 13 février 2023	OTA	13/02/2019	13/02/2023		4 ANS	32 333
GQ2B00000014 OTA 5 ans 5% 13 février 2024	OTA	13/02/2019	13/02/2024		5 ANS	32 333
GQ2L00000012 OTA 6 ans 5% 13 février 2025	OTA	13/02/2019	13/02/2025		6 ANS	32 333
GQ2C00000013 OTA 7 ans 5% 13 février 2026	OTA	13/02/2019	13/02/2026		7 ANS	32 333
GQ2M00000011 OTA 8 ans 5% 13 février 2027	OTA	13/02/2019	13/02/2027		8 ANS	32 333
GQ2N00000010 OTA 9 ans 5% 13 février 2028	OTA	13/02/2019	13/02/2028		9 ANS	32 333
GQ2D00000012 OTA 10 ans 5% 13 février 2029	OTA	13/02/2019	13/02/2029		10 ANS	32 333
Sous-total (OTA)						291 000
Total						420 500

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIf : Liste des titres publics émis par le Tchad au 28 février 2019*(en millions de FCFA)*

Codes	Nature	Date	Date	Maturité		Montant levé
	des titres	de règlement	de remboursement	BTA	OTA	par le Trésor
TD1300000338 BTA-52 15-MARS-2018	BTA	16/03/2018	15/03/2019	52 semaines		15 000
TD1300000353	BTA	27/06/2018	24/06/2019	13 semaines		36 111
TD1200000230	BTA	31/08/2018	01/03/2019	26 semaines		23 850
TD1200000248	BTA	07/09/2018	08/03/2019	26 semaines		13 500
TD1200000255	BTA	14/09/2018	15/03/2019	26 semaines		28 350
TD1200000263	BTA	01/10/2018	29/03/2019	26 semaines		4 500
TD1200000289	BTA	19/10/2018	19/04/2019	26 semaines		8 100
TD1200000271	BTA	19/10/2018	19/04/2019	26 semaines		6 435
TD1200000305	BTA	16/11/2018	17/05/2019	26 semaines		20 250
TD1200000313	BTA	23/11/2018	24/05/2019	26 semaines		15 390
TD1200000354	BTA	28/12/2018	28/06/2019	26 semaines		27 000
TD1200000347	BTA	28/12/2018	28/06/2019	26 semaines		13 500
TD1200000339	BTA	21/12/2018	21/06/2019	26 semaines		12 150
TD1200000321	BTA	14/12/2018	14/06/2019	26 semaines		11 700
TD1200000362	BTA	11/01/2019	12/07/2019	26 semaines		20 250
TD1200000370	BTA	18/01/2019	19/07/2019	26 semaines		15 745
TD1200000388	BTA	25/01/2019	26/07/2019	26 semaines		5 400
TD1200000396	BTA	01/02/2019	02/08/2019	26 semaines		10 530
TD1200000404	BTA	08/02/2019	09/08/2019	26 semaines		10 800
TD1200000412	BTA	22/02/2019	23/08/2019	26 semaines		11 575
TD1300000361	BTA	15/02/2019	14/02/2020	52 semaines		3 000
Sous-total (BTA)						313 136
TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	OTA	19/08/2015	21/08/2020		5 ANS	48 760
TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	OTA	23/09/2015	25/09/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	OTA	30/09/2015	02/10/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	OTA	28/10/2015	30/10/2020		5 ANS	15 000
TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	OTA	23/03/2016	25/03/2020		4 ANS	30 000
TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	OTA	07/09/2016	09/09/2019		2 ANS	5 000
TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	OTA	07/06/2017	10/06/2019		2 ANS	26 800
Sous-total (OTA)						145 560
Total						458 696

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIg : Encours des titres publics émis par adjudication au 28 février 2019*(en millions de FCFA)*

Pays	BTA		OTA		Total	
	volume	%	volume	%	volume	%
Cameroun	117 000	8,11	14 770	1,02	131 770	9,14
RCA	9 500	0,66	0	0,00	9 500	0,66
Congo	59 610	4,13	0	0,00	59 610	4,13
Gabon	243 472	16,88	118 731	8,23	362 203	25,11
Guinée Equatoriale	129 500	8,98	291 000	20,18	420 500	29,16
Tchad	313 136	21,71	145 560	10,09	458 696	31,80
CEMAC	872 218	60,47	570 061	39,53	1 442 279	100,00

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIh : BTA émis par adjudication en fin février 2019

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Taux Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription
Congo	26 semaines	CG120000186	mercredi 30 janvier 2019	vendredi 1 février 2019	8 000	6,56	vendredi 2 août 2019	101,00
Congo	26 semaines	CG120000194	mercredi 13 février 2019	vendredi 15 février 2019	11 000	6,69	vendredi 16 août 2019	109,09
Gabon	13 semaines	GA110000791	mercredi 6 février 2019	vendredi 8 février 2019	10 000	3,83	vendredi 10 mai 2019	298,21
Gabon	13 semaines	GA110000809	mercredi 20 février 2019	vendredi 22 février 2019	14 500	3,84	vendredi 24 mai 2019	184,14
Cameroun	26 semaines	CM120000725	mercredi 13 février 2019	vendredi 15 février 2019	10 000	2,42	vendredi 16 août 2019	504,93
Cameroun	52 semaines	CM130000427	mercredi 30 janvier 2019	vendredi 1 février 2019	10 000	2,72	vendredi 31 janvier 2020	235,00
Cameroun	52 semaines	CM130000435	mercredi 6 février 2019	vendredi 8 février 2019	10 000	2,69	vendredi 7 février 2020	235,00
Gabon	26 semaines	GA120000832	mercredi 13 février 2019	vendredi 15 février 2019	10 000	3,91	vendredi 16 août 2019	205,75
Gabon	52 semaines	GA130000310	mercredi 30 janvier 2019	vendredi 1 février 2019	5 000	4,65	vendredi 31 janvier 2020	200,00
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ130000627	mercredi 6 février 2019	vendredi 8 février 2019	13 000	9,18	vendredi 7 février 2020	86,67
Tchad	26 semaines	TD120000396	mercredi 30 janvier 2019	vendredi 1 février 2019	10 530	6,50	vendredi 2 août 2019	112,82
Tchad	26 semaines	TD120000404	mercredi 6 février 2019	vendredi 8 février 2019	10 800	6,31	vendredi 9 août 2019	103,70
Tchad	26 semaines	TD120000412	mercredi 20 février 2019	vendredi 22 février 2019	11 575	6,07	vendredi 23 août 2019	95,27
Tchad	52 semaines	TD130000361	mercredi 13 février 2019	vendredi 15 février 2019	3 000	5,00	vendredi 14 février 2020	100,00
				Total	137 405			

Tableau IIIi : Encours des OTA émis par adjudication à fin février 2019

Pays	Maturité	Code émission	Date d'adjudication	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Prix Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	TAUX FACIAL	Rendement
Tchad	5 ANS	TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOÛT -2020	mercredi 19 août 2015	vendredi 21 août 2015	48 760,00	94,23	vendredi 21 août 2020	97,52	4,15	4,4042
Tchad	5 ANS	TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	mercredi 23 septembre 2015	vendredi 25 septembre 2015	10 000,00	100,00	vendredi 25 septembre 2020	40,00	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	mercredi 30 septembre 2015	vendredi 2 octobre 2015	10 000,00	100,00	vendredi 2 octobre 2020	40,00	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	mercredi 28 octobre 2015	vendredi 30 octobre 2015	15 000,00	100,00	vendredi 30 octobre 2020	100,00	4,10	4,1000
Tchad	4 ANS	TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	mercredi 23 mars 2016	vendredi 25 mars 2016	30 000,00	98,00	mercredi 25 mars 2020	102,00	4,00	4,0818
Tchad	3 ANS	TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	mercredi 7 septembre 2016	vendredi 9 septembre 2016	5 000,00	99,00	lundi 9 septembre 2019	100,00	4,00	4,0407
Tchad	2 ANS	TD2A00000018 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	mercredi 7 juin 2017	vendredi 9 juin 2017	26 800,00	100,00	lundi 10 juin 2019	89,33	4,50	4,5000
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 20 septembre 2017	vendredi 22 septembre 2017	8 000,00	99,38	lundi 23 septembre 2019	20,00	4,50	4,5290
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020	mercredi 21 mars 2018	vendredi 23 mars 2018	7 500,00	97,89	lundi 23 mars 2020	100,00	4,50	4,6004
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1	mercredi 4 avril 2018	vendredi 6 avril 2018	4 100,00	96,08	lundi 23 mars 2020	27,36	4,50	4,6895
Gabon	2 ANS	GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	mercredi 23 mai 2018	vendredi 25 mai 2018	27 449,00	99,97	lundi 25 mai 2020	78,43	5,00	5,0013
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	mercredi 4 juillet 2018	vendredi 6 juillet 2018	8 800,00	88,24	lundi 5 juillet 2021	80,25	5,75	6,5180
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	mercredi 1 août 2018	vendredi 3 août 2018	5 000,00	75,44	lundi 5 juillet 2021	66,67	5,75	7,6257
Gabon	5 ANS	GA2B00000026	mercredi 1 août 2018	vendredi 3 août 2018	10 000,00	100,00	jeudi 3 août 2023	100,00	7,00	7,0000
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 12 septembre 2018	vendredi 14 septembre 2018	18 600,00	96,16	lundi 23 septembre 2019	93,00	4,50	4,7193
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2	mercredi 24 octobre 2018	vendredi 26 octobre 2018	3 282,00	91,76	lundi 23 mars 2020	21,88	4,50	4,9170
Gabon	2 ANS	GA2A00000051	mercredi 28 novembre 2018	vendredi 30 novembre 2018	15 000,00	101,77	lundi 23 mars 2020	136,67	4,50	4,4189
Gabon	2 ANS	GA2A00000051	mercredi 12 décembre 2018	vendredi 14 décembre 2018	11 000,00	99,39	lundi 23 mars 2020	93,60	4,50	4,5285
Cameroun	3 ANS	CM2J00000014	mercredi 20 février 2019	vendredi 22 février 2019	14 770,00	98,52	mardi 22 février 2022	78,20	3,70	3,7563
Guinée Equatoriale	2 ANS	GQ2A00000015 OTA 2 ans 5% 13 février 2021	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		samedi 13 février 2021		5,00	-
Guinée Equatoriale	3 ANS	GQ2J00000016 OTA 3 ans 5% 13 février 2022	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		dimanche 13 février 2022		5,00	-
Guinée Equatoriale	4 ANS	GQ2K00000013 OTA 4 ans 5% 13 février 2023	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		lundi 13 février 2023		5,00	-
Guinée Equatoriale	5 ANS	GQ2B00000014 OTA 5 ans 5% 13 février 2024	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		mardi 13 février 2024		5,00	-
Guinée Equatoriale	6 ANS	GQ2L00000012 OTA 6 ans 5% 13 février 2025	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		jeudi 13 février 2025		5,00	-
Guinée Equatoriale	7 ANS	GQ2C00000013 OTA 7 ans 5% 13 février 2026	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		vendredi 13 février 2026		5,00	-
Guinée Equatoriale	8 ANS	GQ2M00000011 OTA 8 ans 5% 13 février 2027	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		samedi 13 février 2027		5,00	-
Guinée Equatoriale	9 ANS	GQ2N00000010 OTA 9 ans 5% 13 février 2028	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		dimanche 13 février 2028		5,00	-
Guinée Equatoriale	10 ANS	GQ2D00000012 OTA 10 ans 5% 13 février 2029	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		mardi 13 février 2029		5,00	-

IV. AUTRES STATISTIQUES

Tableau IVa : Évolution des taux d'intérêt de la BEAC et du taux créditeur minimum

(en %)

Ancien système

Dates	Taux des appels d'offres (TIAO)	Taux des prises en pension (TIPP)	Taux de pénalité des banques (TPB)	Taux des avances aux Trésors	Taux de pénalité aux Trésors (TPT)	Taux de rémunération des réserves	Taux d'intérêt sur placements négatifs à 7 jours (TISP)	Taux d'intérêt sur placements négatifs à 28 jours (TISP)	Taux d'intérêt sur placements négatifs à (TISP)	Taux Créditeur Minimum (TCM)	Taux Débiteur Maximum (TDM)	Taux des FGF (TISPP ₀)	Taux des MSRB (TISPP ₁)	Taux des dépôts spéciaux (TDS/TISPP ₂)
3 juillet 2008	5,50	7,25	12,00	5,50	10,00	0,50	2,200	2,2625	2,325	3,25	-	3,65	3,45	3,15
23 oct. 2008	5,50	7,25	12,00	5,50	10,00	0,15	2,200	2,2625	2,325	3,25	-	3,35	3,15	2,65
18 déc. 2008	4,75	6,50	12,00	4,75	10,00	0,15	1,300	1,3625	1,425	3,25	-	2,20	2,00	1,40
26 mars 2009	4,50	6,25	12,00	4,50	10,00	0,10	1,000	1,0625	1,125	3,25	-	1,90	1,70	1,10
2 juillet 2009	4,25	6,00	10,00	4,25	10,00	0,05	0,850	0,9125	0,975	3,25	-	1,25	1,05	0,85
29 juillet 2010	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,600	0,6625	0,725	3,25	-	1,25	0,85	0,60
1 novembre 2011	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,600	0,6625	0,725	3,25	-	1,50	1,10	0,85
19 décembre 2011	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,600	0,6625	0,725	3,25	-	1,25	0,85	0,60
30 juillet 2012	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,350	0,4125	0,475	3,25	-	1,00	0,60	0,35
22 juillet 2013	3,50	5,25	10,00	3,50	10,00	0,05	0,100	0,1625	0,225	3,25	-	0,75	0,35	0,10
31 octobre 2013	3,25	5,00	10,00	3,25	10,00	0,05	0,100	0,1625	0,225	2,75	-	0,75	0,35	0,10
18 décembre 2013	3,25	5,00	10,00	3,25	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,75	-	0,50	0,10	0,00
9 juillet 2014	2,95	4,70	10,00	2,95	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,75	-	0,40	0,05	0,00
9 juillet 2015	2,95	4,70	10,00	2,95	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,75	-	0,40	0,05	0,00
10 juillet 2017	2,45	4,20	10,00	2,45	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,45	-	0,40	0,05	0,00
22 mars 2017	2,95	4,70	10,00	2,45	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,45	-	0,40	0,05	0,00
11 juillet 2017	2,95	4,70	7,00	2,45	7,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,45	-	0,40	0,05	0,00

Nouveau système

Dates	Taux des appels d'offres (TIAO)	Taux de Facilité de Prêt Marginal (TFPM)	Taux de Facilité de Dépôt (TPD)	Taux de pénalité aux Banques (TPB)	Taux de rémunération des réserves obligatoires	Taux Créditeur Minimum (TCM)	Taux des FGF (TISPP ₀)	Taux des MSRB (TISPP ₁)	Taux des dépôts spéciaux (TDS/TISPP ₂)
11 juillet 2018	2,95	4,70	0,00	7,00	0,05	2,45	0,40	0,05	0,00
31 octobre 2018	3,50	5,25	0,00	7,55	0,05	2,45	0,40	0,05	0,00
18 décembre 2018	3,50	6,00	0,00	8,30	0,05	2,45	0,40	0,05	0,00

Tableau IVb : Évolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

Tableau Vb : Evolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires ⁽¹⁾								
Rubriques	03.07.08 25.03.09	26.03.09 01.07.09	02.07.09 06.04.16	Rubriques	07.04.16 30.11.16	01.12.16 31.05.17	Rubriques	01.06.17 au.....
I - Coefficients des réserves obligatoires (2)				I - Coefficients des réserves obligatoires ^(*)			I - Coefficients des réserves obligatoires ^(***)	
- <i>Groupe I : Pays à situation de liquidité abondante (Congo et Guinée Equatoriale)</i>				- <i>Groupe I : Etats en situation de liquidité satisfaisante (Cameroun, Congo Gabon et Guinée Equatoriale)</i>			- <i>Exigibilités à vue</i>	
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	14,00	14,00	14,00	1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	5,875	5,875	1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	10,5	10,50	10,50	2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	4,625	4,625	2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41 milliards	3,00
- <i>Groupe II : Pays à situation de liquidité satisfaisante (Cameroun et Gabon)</i>				- <i>Groupe II : Etats en situation de liquidité suffisante (Tchad) ^(**)</i>			3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	7,25
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	11,75	11,75	11,75	1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	3,875	-	- <i>Exigibilités à terme</i>	
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	9,25	9,25	9,25	2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	2,625	-	1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00
- <i>Groupe III : Pays à situation de liquidité fragile (Tchad)</i>							2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41 milliards	2,00
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	9,00	7,75	7,75				3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	5,25
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	6,5	5,25	5,25					
II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,15	0,10	0,05	II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05	0,05	II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05

(1) A compter du 03/03/2006, aux fins du calcul des réserves obligatoires, les pays de la CEMAC ont été séparés de deux à trois groupes en fonction de leur situation de liquidité. Le Gouverneur a décidé, le 22 mai 2003, d'exempter les banques de la RCA de la constitution des réserves obligatoires.

(2) A titre d'information, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'UEMOA a été uniformisé depuis le 16 décembre 2010 et s'établit à 5 % depuis le 16 mars 2012. Pour la BCE, l'assiette des réserves obligatoires est définie en relation avec les données bilantielles. On distingue trois catégories d'exigibilités : les exigibilités incluses dans l'assiette des réserves et auxquelles s'applique un taux de 2% , les exigibilités incluses dans l'assiette des réserves et auxquelles s'applique un taux de 0% et les exigibilités exclues de l'assiette des réserves.

(*) Depuis le 06 avril 2016, les Groupes des Etats de la CEMAC ont été ramenés à 2 au lieu de 3. Aussi, les coefficients de réserves obligatoires ont été réduits de moitié.

(**) Par décision N°02/CPM/2016 du CPM du 23 novembre 2016, les Groupes des Etats de la CEMAC ont été ramenés de 2 à 1. Aussi, les banques de la RCA et du Tchad sont exemptées de la constitution des réserves obligatoires.

(***) Par décision N°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été fixés selon des seuils minimums des éléments constitutifs de l'assiette de calcul des réserves obligatoires.

Tableau IVc : Évolution des taux directeurs des pays partenaires de la CEMAC

(Situation en fin de période)

(En pourcentage)

Pays/Régions	2018											2019		Dates de la dernière modification
	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	
BCEAO														
. Taux d'appel d'offres														
- injections de liquidité ⁽²⁾	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	17 septembre 2013
- reprises de liquidité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
. Taux du guichet de prêt marginal	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	16 décembre 2016
ZONE EURO ⁽³⁾														
. Taux d'appel d'offres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 mars 2016
. Facilité de prêt marginal	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	16 mars 2016
. Facilité de dépôts	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	16 mars 2016
ROYAUME-UNI														
. Prêts maisons d'escompte	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	02 août 2018
CHINE														
. Taux de référence d'emprunt	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	23 octobre 2015
ETATS-UNIS														
. Taux d'intérêt de la FED	1,50	1,50	1,75	1,75	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	13 juin 2018
NIGERIA														
Taux de la Politique Monétaire	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Dépôt	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Prêt Marginal	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	26 juillet 2016

(1) Sources : BDF, BCEAO, OCDE, BFCE-multidevises, Internet, etc...

(2) Taux minimum de soumission aux appels d'offres.

(3) Groupe de pays utilisant l'Euro comme monnaie : France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Hollande, Finlande, Portugal, Luxembourg, Irlande, Autriche, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie et Estonie.

(4) Objectif implicite.

Tableau IVd : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Cameroun

(En millions de F CFA)

	2018											2019		Variation février 19 - février 18
	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	
I. Facteurs autonomes (a-b)	80 658	65 013	18 434	38 504	29 615	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	28 496	27 478	-53 180
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	1 064 517	1 086 298	1 084 397	1 060 558	1 068 187	1 076 700	1 093 392	1 122 532	1 142 340	1 170 449	1 250 722	1 190 643	1 162 253	97 736
. Réserves flottantes :	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	756 233	653 892	819 792	877 534	942 104	996 047	102 121
-Comptes courants des Ets de crédit	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	756 233	653 892	819 792	877 534	942 104	996 047	102 121
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	54 005	53 999	51 252	51 252	51 267	51 248	51 248	51 261	51 282	51 248	52 290	51 248	51 248	-2 757
. FMI-Allocations de DTS	137 651	137 190	138 436	140 805	140 295	139 193	139 861	140 151	141 998	141 597	141 191	141 776	142 393	4 742
. Divers-passifs	-111 430	-110 376	-110 843	-110 878	-109 822	-110 323	-110 006	-97 240	-82 114	-104 811	-63 707	-70 473	-36 480	74 950
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	1 796 197	1 819 118	1 717 798	1 725 530	1 680 500	1 655 722	1 692 561	1 688 948	1 686 080	1 707 289	1 968 781	1 941 517	1 996 205	200 008
. Autres créances sur l'extérieur	83 245	82 929	83 944	85 447	84 282	83 462	83 387	83 125	85 087	84 984	85 603	86 972	87 013	3 768
. Créances sur l'Etat (net)	58 208	33 922	102 372	127 356	117 074	129 424	150 486	161 149	77 946	179 842	148 610	182 161	188 760	130 552
. Divers-Actifs	20 361	23 262	17 252	16 550	19 392	16 641	16 400	16 165	15 844	16 172	17 451	16 152	16 006	-4 355
II. Concours du marché monétaire	80 658	65 013	18 434	38 504	29 615	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	28 496	27 478	-53 180
. Appels d'offres positifs	80 658	65 013	18 434	38 476	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-80 658
. OPIL (1), pensions et autres	0	0	0	28	29 615	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	28 496	27 478	27 478

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVe : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Centrafrique

(En millions de F CFA)

	2018											2019		Variation
	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	février 19 - février 18
I. Facteurs autonomes (a-b)	542	523	504	485	414	414	488	540	521	316	297	277	258	-285
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	167 846	165 592	170 979	173 187	177 398	177 398	183 588	181 520	183 449	186 269	193 579	189 427	192 027	24 181
. Réserves flottantes :	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	31 361	36 793	38 261	36 468	37 222	37 759	7 113
-Comptes courants des Ets de crédit	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	31 361	36 793	38 261	36 468	37 222	37 759	7 113
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	21 277	21 589	20 741	20 571	20 405	20 405	20 656	20 210	21 407	20 614	20 780	20 773	20 367	-911
. FMI-Allocations de DTS	41 442	41 303	41 678	42 392	42 238	42 238	42 108	42 195	42 751	42 630	42 508	42 684	42 870	1 428
. Divers-passifs	39 122	39 377	40 892	38 559	38 447	38 447	37 948	38 357	37 793	37 558	27 198	28 514	28 400	-10 721
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	174 944	174 017	171 131	163 231	175 889	175 889	203 870	196 810	193 213	191 551	204 032	194 066	190 814	15 869
. Autres créances sur l'extérieur	28 151	27 670	27 932	28 525	28 655	28 655	27 873	27 769	28 457	29 546	31 028	29 711	29 731	1 580
. Créances sur l'Etat (net)	88 304	91 713	89 718	97 549	91 856	91 856	72 821	81 481	93 096	96 926	77 826	87 698	93 613	5 308
. Divers-Actifs	8 392	8 496	7 257	7 025	7 194	7 194	7 142	7 042	6 905	6 992	7 350	6 867	7 008	-1 384
II. Concours du marché monétaire	52	52	52	52	0	0	113	185	185	0	0	0	0	-52
. OPIL (1), pensions et autres	52	52	52	52	0	0	113	185	185	0	0	0	0	-52

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVf : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Congo

(En millions de F CFA)

	2018											2019		Variation
	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	février 19 - février 18
I. Facteurs autonomes (a-b)	90 901	91 401	90 472	90 472	89 722	85 698	101 848	101 848	98 169	89 749	82 900	79 238	73 771	-17 130
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	507 568	469 840	452 984	452 822	455 407	451 472	451 562	451 562	455 599	448 419	446 403	494 623	447 952	-59 617
. Réserves flottantes :	220 008	228 790	201 119	194 339	188 401	219 638	234 238	234 238	236 206	259 409	210 492	243 293	272 476	52 467
-Comptes courants des Ets de crédit	219 953	228 735	201 063	194 284	188 346	219 582	234 182	234 182	236 151	259 354	210 436	243 238	272 420	52 467
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
. Engagements extérieurs	13 902	14 660	14 613	14 639	13 864	13 928	13 905	13 905	13 910	13 845	13 893	14 211	13 868	-34
. FMI-Allocations de DTS	62 072	61 144	61 880	61 672	62 233	63 297	63 068	63 068	63 004	63 834	63 654	63 471	64 011	1 940
. Divers-passifs	9 765	-2 177	-2 605	611	-412	-594	1 635	1 635	3 308	3 047	8 380	49 721	35 903	26 138
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	152 816	115 343	101 272	83 673	70 951	68 303	79 048	79 048	129 419	140 656	148 617	185 349	190 987	38 171
. Autres créances sur l'extérieur	76 774	75 720	76 315	76 339	77 355	78 781	77 891	77 891	77 455	78 797	78 866	78 671	79 700	2 926
. Créances sur l'Etat (net)	481 295	477 587	447 860	461 517	470 184	476 186	490 839	490 839	455 403	468 620	421 630	510 953	478 776	-2 519
. Divers-Actifs	11 530	12 205	12 071	12 082	11 281	38 772	14 782	14 782	11 582	10 732	10 810	11 108	10 977	-553
II. Concours du marché monétaire	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	46 900	46 900	44 400	44 980	40 912	40 912	35 000	5 000
. Appels d'offres positifs	24 150	23 650	23 650	23 650	23 650	0	0	0	0	0	0	0	0	-24 150
. OPIL (1), pensions et autres	5 850	6 350	6 350	6 350	6 350	30 000	46 900	46 900	44 400	44 980	40 912	40 912	35 000	29 150

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidités (OPIL).

Tableau IVg : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Gabon

(En millions de F CFA)

	2018											2019		Variation février 19 - février 18
	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	
I. Facteurs autonomes (a-b)	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	27 500	147 000	23 000	26 000	26 000	-20 000
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	389 210	389 975	392 252	400 124	416 220	421 114	421 114	456 065	460 593	173 228	481 174	458 916	462 308	73 098
. Réserves flottantes :	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	329 371	376 960	248 912	341 278	439 286	435 228	164 882
-Comptes courants des Ets de crédit	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	329 371	376 960	248 912	341 278	439 286	435 228	164 882
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 810	26 812	26 773	25 350	25 349	25 312	25 312	25 288	25 267	24 756	25 734	25 237	25 219	-1 591
.FMI-Allocations de DTS	112 576	113 930	113 549	114 580	116 541	116 118	116 118	116 000	117 528	24 994	116 860	117 345	117 855	5 279
.Divers-passifs	4 180	-2 313	-2 163	-1 426	-3 297	-1 765	-1 765	-893	-1 860	16 364	37 815	27 001	29 827	25 646
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	416 628	412 435	347 912	368 321	376 202	339 798	339 798	397 328	408 173	-21 554	649 637	615 498	547 502	130 875
.Autres créances sur l'extérieur	136 716	137 870	137 632	138 893	141 436	140 558	140 558	139 953	142 168	47 126	141 940	143 736	143 293	6 576
.Créances sur l'Etat (net)	190 401	281 103	347 618	316 538	334 497	368 599	368 599	350 587	390 139	310 373	176 543	271 993	343 211	152 810
.Divers-Actifs	13 378	13 139	13 170	11 490	10 894	13 028	13 028	10 463	10 508	5 310	11 740	10 557	10 432	-2 946
II. Concours du marché monétaire	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	27 500	20 500	23 000	26 000	26 000	-20 000
.Appels d'offres positifs	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	0	0	0	0	0	0	0	0	-46 000
.OPIL (1), pensions et autres	0	0	0	0	0	19 000	19 000	27 500	27 500	20 500	23 000	26 000	26 000	26 000

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVh : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Guinée Équatoriale

(En millions de F CFA)

	2018											2019		Variation février 19 - février 18
	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	
I. Facteurs autonomes (a-b)	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	158 000	68 000
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	202 749	185 605	177 537	177 655	174 788	177 198	174 485	174 485	170 822	175 707	173 228	197 758	181 729	-21 019
. Réserves flottantes :	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	248 912	351 517	302 694	-10 756
-Comptes courants des Ets de crédit	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	248 912	351 517	302 694	-10 756
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	24 692	26 083	26 083	26 083	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	25 249	24 747	55
.FMI-Allocations de DTS	24 373	24 009	24 298	24 216	24 436	24 854	24 764	24 764	24 739	25 065	24 994	24 923	25 135	762
.Divers-passifs	21 494	23 853	6 496	20 844	9 325	12 369	12 062	12 062	15 484	15 790	16 364	57 708	41 840	20 346
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	-51 124	-53 567	-52 898	-123 237	-134 541	-105 287	-25 350	-25 350	-70 980	-123 565	-21 554	-25 435	-100 840	-49 717
.Autres créances sur l'extérieur	45 969	45 282	45 824	45 670	46 085	46 870	46 700	46 700	46 649	47 263	47 126	46 991	47 386	1 417
.Créances sur l'Etat (net)	495 480	433 712	430 875	464 997	419 124	396 507	332 264	332 264	394 152	394 857	310 373	453 037	466 646	-28 834
.Divers-Actifs	6 433	8 088	7 774	10 775	6 198	5 845	8 780	8 780	5 470	5 374	5 310	8 561	4 953	-1 480
II. Concours du marché monétaire	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	158 000	68 000
.Appels d'offres positifs	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	0	0	0	0	0	0	0	0	-90 000
.OPIL (1), pensions et autres	0	0	0	0	0	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	158 000	158 000

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVi : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Tchad

(En millions de F CFA)

	2018											2019		Variation février 19 - février 18
	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	
I. Facteurs autonomes (a-b)	180 600	199 913	199 913	192 413	198 358	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	150 504	138 750	-41 850
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	413 987	400 117	418 833	420 872	425 347	414 905	414 905	424 095	429 417	436 496	450 590	438 891	453 743	39 756
. Réserves flottantes :	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	68 341	70 843	75 579	63 225	110 884	95 431	38 267
-Comptes courants des Ets de crédit	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	68 341	70 843	75 579	63 225	110 884	95 431	38 267
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	25 725	25 735	25 708	24 426	24 394	24 426	24 426	24 439	24 361	24 441	24 834	24 385	24 433	-1 293
. FMI-Allocations de DTS	41 143	41 638	41 498	41 875	42 591	42 437	42 437	42 394	42 952	42 831	42 708	42 885	43 072	1 929
. Divers-passifs	38 528	38 140	45 998	42 701	42 568	44 562	44 562	50 189	50 173	50 434	63 811	43 005	41 979	3 450
b/ Postes d'Actif														
. Disponibilités extérieures brutes	-101 350	-95 765	-103 034	-64 130	-42 083	-44 266	-44 266	-33 493	-37 702	-30 393	81 981	91 018	104 347	205 697
. Autres créances sur l'extérieur	33 066	33 276	33 151	33 462	34 071	33 629	33 629	33 128	33 886	33 776	33 999	34 510	34 550	1 484
. Créances sur l'Etat (net)	451 024	443 936	444 581	405 412	391 777	379 629	379 629	438 767	446 075	454 782	357 917	373 155	370 296	-80 728
. Divers-Actifs	13 206	12 882	13 074	11 597	11 348	11 318	11 318	11 040	11 345	11 315	11 772	10 862	10 713	-2 493
II. Concours du marché monétaire	180 600	199 913	199 913	192 413	198 358	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	150 504	138 750	0
. Appels d'offres positifs	11 705	37 658	39 158	39 158	50 603	0	0	0	0	0	0	0	0	-11 705
. OPIL (1), pensions et autres	168 895	162 255	160 755	153 255	147 755	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	150 504	138 750	-30 145

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVj : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Ensemble CEMAC

(En millions de F CFA)

	2018											2019		Variation février 19 - février 18
	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	
I. Facteurs autonomes (a-b)	488 702	511 500	446 474	487 024	480 759	477 845	478 562	460 886	461 774	619 853	450 281	458 515	424 257	-64 445
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	2 745 877	2 697 427	2 696 982	2 685 218	2 717 347	2 718 788	2 739 047	2 810 259	2 842 218	2 590 568	2 995 697	2 970 257	2 900 012	154 135
. Réserves flottantes :	1 785 540	1 853 850	1 705 810	1 728 150	1 627 856	1 625 261	1 688 204	1 693 303	1 643 184	1 657 065	1 777 909	2 124 306	2 139 634	354 094
-Comptes courants des Ets de crédit	1 785 484	1 853 795	1 705 754	1 728 094	1 627 800	1 625 205	1 688 149	1 693 247	1 643 128	1 657 010	1 777 854	2 124 251	2 139 579	354 094
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
. Engagements extérieurs	166 412	168 878	165 169	162 320	160 035	160 075	160 303	159 858	160 983	159 660	162 287	161 101	159 882	-6 530
. FMI-Allocations de DTS	419 256	419 214	421 338	425 540	428 333	428 139	428 357	428 572	432 971	340 952	431 916	433 083	435 336	16 080
. Divers-passifs	1 659	-13 496	-22 224	-9 590	-23 191	-17 304	-15 563	4 110	22 785	18 381	89 860	135 475	141 469	139 810
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	2 388 112	2 371 581	2 182 181	2 153 387	2 126 918	2 090 159	2 245 661	2 303 292	2 308 202	1 863 984	3 031 494	3 002 013	2 929 015	540 903
. Autres créances sur l'extérieur	403 921	402 747	404 798	408 337	411 884	411 955	410 038	408 566	413 701	321 492	418 563	420 590	421 672	17 751
. Créances sur l'Etat (net)	1 764 712	1 761 973	1 863 024	1 873 369	1 824 512	1 842 201	1 794 638	1 855 087	1 856 810	1 905 401	1 492 899	1 878 997	1 941 301	176 590
. Divers-Actifs	73 299	78 071	70 599	69 520	66 307	92 798	71 449	68 271	61 654	55 896	64 432	64 107	60 088	-13 210
II. Concours du marché monétaire	427 310	449 628	385 549	426 119	420 623	421 734	423 240	405 583	407 669	448 268	407 997	419 912	385 228	-42 082
. Appels d'offres positifs	252 565	281 023	218 444	266 486	236 903	0	0	0	0	0	0	0	0	-252 565
. OPIL (1), pensions et autres	174 745	168 605	167 105	159 633	183 720	421 734	423 240	405 583	407 669	448 268	407 997	419 912	385 228	210 483

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVk : Évolution des avoirs officiels bruts en devises, du taux de couverture de la monnaie dans les pays de la Zone d'émission et de leur position en compte d'opérations auprès du Trésor français

		2018											2019	
		Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	février
Avoirs officiels bruts en devises ^(a) (En millions de FCFA)	Cameroun	1 879 442	1 902 047	1 801 742	2 605 838	1 764 782	1 739 184	1 775 948	1 772 074	1 771 167	2 605 479	2 054 384	2 028 489	2 083 217
	Centrafrique	203 096	201 688	199 063	237 678	204 544	221 417	231 742	224 579	221 670	267 640	235 060	223 777	220 545
	Congo	177 588	160 012	148 306	1 206 844	156 939	155 152	226 009	206 873	219 453	1 284 832	264 020	266 883	270 687
	Gabon	550 305	485 544	507 214	1 204 225	480 356	523 351	570 835	537 281	550 341	1 260 033	791 578	759 234	690 795
	Guinée													
	Equatoriale	-7 074	-77 566	-88 457	580 996	21 350	19 537	15 820	-24 331	-76 302	660 981	21 556	22 635	-53 454
	Tchad	-62 490	-69 884	-30 668	195 768	-10 637	-22 968	1 971	-366	-3 816	206 519	115 980	125 528	138 898
	Sces Centraux	657 713	655 698	687 753	700 488	613 670	602 041	632 564	629 503	594 167	619 423	453 281	507 653	473 040
	CEMAC	3 398 580	3 257 539	3 224 953	6 731 836	3 231 005	3 237 714	3 454 889	3 345 613	3 276 680	6 904 907	3 935 860	3 934 197	3 823 728
Taux de couverture de l'émission monétaire (en %) ^(b)	Cameroun	71,23	71,84	72,22	71,78	71,46	70,56	71,71	72,18	72,08	70,31	75,56	75,43	76,91
	Centrafrique	82,38	82,33	83,11	81,89	82,75	83,75	84,29	84,02	83,75	83,67	81,36	81,14	80,85
	Congo	22,39	20,71	19,52	18,83	20,09	19,71	26,73	25,14	26,58	27,69	32,45	32,39	32,69
	Gabon	58,12	55,19	56,61	57,31	56,45	58,55	60,14	58,84	59,46	60,97	70,39	68,75	66,91
	Guinée													
	Equatoriale	6,41	6,22	6,16	6,17	6,03	7,93	7,82	7,73	7,63	7,14	7,11	7,13	6,86
	Tchad	5,10	5,28	5,33	5,34	7,87	7,59	7,45	7,31	7,02	6,67	16,72	17,58	19,38
	CEMAC	57,46	56,40	57,23	57,19	56,15	55,98	58,35	58,04	57,07	58,06	61,31	61,87	61,26
Position des États en Compte d'Opérations (En millions de FCFA)	Cameroun	1 681 637	1 694 946	1 641 753	1 639 869	1 625 120	1 604 488	1 622 245	1 611 723	1 629 288	1 640 787	1 945 237	1 914 771	1 871 175
	Centrafrique	163 993	161 331	162 819	154 544	169 145	186 001	194 786	187 377	186 564	182 212	200 726	190 634	178 294
	Congo	94 088	76 941	66 878	64 064	75 176	74 126	141 284	122 567	135 089	141 974	182 407	184 158	178 413
	Gabon	384 697	321 746	350 407	356 615	325 318	368 465	410 136	376 125	391 518	409 531	638 948	604 081	510 487
	Guinée													
	Equatoriale	-50 631	-115 807	-129 155	-100 373	-24 559	-41 294	-43 082	-79 509	-130 290	-28 671	-32 342	-29 617	-98 860
	Tchad	-91 188	-98 304	-63 375	-41 791	-61 449	-71 049	-44 638	-44 902	-47 174	-37 412	74 426	84 614	95 491
	Sces Centraux	575 737	576 406	630 094	612 426	521 932	517 098	557 334	559 594	506 104	523 874	350 489	417 563	404 098
	CEMAC	2 758 332	2 617 258	2 659 421	2 685 353	2 630 682	2 637 835	2 838 065	2 732 975	2 671 099	2 832 295	3 359 889	3 366 205	3 139 097

(a) Les avoirs officiels bruts en devises comprennent le solde créditeur en Compte d'Opérations, les avoirs en devises, l'encaisse-or et les avoirs en DTS (Situation Comptable mensuelle de la BEAC).

(b) Rapport entre les avoirs officiels bruts en devises (y compris la souscription de la quote-part au FMI en devises) et le total des engagements à vue de la Banque Centrale (circulation fiduciaire, solde débiteur en Compte d'Opérations, comptes-courants et dépôts spéciaux des institutions financières et des Trésors Publics). Le minimum statutaire est de 20 %.

Tableau IVI : Situation comptable de la BEAC au 28 février 2019 (actif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
DISPONIBILITES EXTERIEURES	3 306 426 075 555	377 411 159 970	1 996 204 762 001	190 813 578 159	190 987 068 818	547 502 281 765	-100 840 209 731	104 347 434 573
Avoirs Extérieurs à vue	3 125 834 817 592	377 411 159 970	1 872 651 599 997	179 040 863 128	179 206 528 887	513 794 982 673	-94 312 491 525	98 042 174 461
Billets Etrangers	13 834 237 374	410 337 154	1 476 483 772	746 669 292	793 829 316	3 308 174 625	4 547 818 278	2 550 924 937
Correspondants Hors Zone d'Emission	-27 096 736 282	-27 096 736 282	0	0	0	0	0	0
Trésor Français	3 139 097 316 500	404 097 559 098	1 871 175 116 225	178 294 193 836	178 412 699 571	510 486 808 048	-98 860 309 803	95 491 249 524
Compte d'Opérations	3 139 097 316 500	404 097 559 098	1 871 175 116 225	178 294 193 836	178 412 699 571	510 486 808 048	-98 860 309 803	95 491 249 524
Compte Spécial de Nivellement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres avoirs extérieurs (SDM)	180 591 257 963	0	123 553 162 004	11 772 715 031	11 780 539 931	33 707 299 092	-6 527 718 206	6 305 260 112
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	180 591 257 963	0	123 553 162 004	11 772 715 031	11 780 539 931	33 707 299 092	-6 527 718 206	6 305 260 112
Opérations sur le Marché Financier	0	0	0	0	0	0	0	0
ENCAISSE-OR	153 466 528 501	95 559 548 877	22 772 259 829	8 458 462 580	8 458 594 101	9 759 408 840	0	8 458 254 274
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	363 834 960 401	69 662 733	64 240 264 866	21 272 595 648	71 240 955 865	133 533 308 564	47 386 325 519	26 091 847 206
Quotes-Parts en Devises	198 196 746 981	0	51 928 571 240	20 222 990 869	30 374 599 969	39 257 565 584	30 424 202 656	25 988 816 663
Avoirs en D.T.S.	165 638 213 420	69 662 733	12 311 693 626	1 049 604 779	40 866 355 896	94 275 742 980	16 962 122 863	103 030 543
CREANCES SUR LES BANQUES	424 256 554 656	0	27 478 000 000	257 723 675	73 770 830 981	26 000 000 000	158 000 000 000	138 750 000 000
Concours du Marché Monétaire : Guichet A	385 228 000 001	0	27 478 000 000	0	35 000 000 001	26 000 000 000	158 000 000 000	138 750 000 000
Appels d'Offres	0	0	0	0	0	0	0	0
Pensions et Autres	385 228 000 001	0	27 478 000 000	0	35 000 000 001	26 000 000 000	158 000 000 000	138 750 000 000
Avances à Moyen Terme Irrévocables : Guichet B	39 028 554 655	0	0	257 723 675	38 770 830 980	0	0	0
Créances Impayées	0	0	0	0	0	0	0	0
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	2 772 864 124 990	0	577 264 562 568	81 157 400 301	572 452 158 427	452 952 158 427	609 155 244 403	479 882 600 864
Avances en Comptes Courants (Art. 18)	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances Exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à l'Economie Consolidés sur l'Etat	2 772 864 124 990	0	577 264 562 568	81 157 400 301	572 452 158 427	452 952 158 427	609 155 244 403	479 882 600 864
CONTREPARTIE DES ALLOCATIONS DE DTS VERSEES AUX ETATS	178 994 132 332	0	110 579 050 008	35 068 680 472	0	0	0	33 346 401 852
VALEURS IMMOBILISEES	441 293 199 833	400 798 897 628	9 906 428 502	4 138 717 213	8 171 384 966	5 094 878 037	4 916 927 535	8 265 965 952
Immobilisations Financières	208 666 967 322	180 910 241 054	7 535 634 844	3 102 656 654	6 650 952 847	2 583 588 512	3 014 235 867	4 869 657 544
Créances sur le Personnel	45 533 172 926	17 845 752 536	7 504 235 257	3 098 200 479	6 640 898 501	2 583 376 312	3 014 235 867	4 846 473 974
Créances sur les Autres Banques Centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de Participations	42 730 338 280	42 730 338 280	0	0	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	120 403 456 116	120 334 150 238	31 399 587	4 456 175	10 054 346	212 200	0	23 183 570
Immobilisations Incorporelles	11 603 925 087	11 603 919 087	6 000	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	220 998 728 973	208 261 159 036	2 370 787 658	1 036 060 559	1 520 432 119	2 511 289 525	1 902 691 668	3 396 308 408
Autres immobilisations	23 578 451	23 578 451	0	0	0	0	0	0
AUTRES ACTIFS	36 332 529 034	36 332 529 034	0	0	0	0	0	0
DEBITEURS DIVERS	22 114 608 239	2 520 614 850	6 099 220 303	2 869 147 816	2 805 226 542	5 337 021 058	35 871 774	2 447 505 896
Avances Diverses au Personnel	2 469 228 078	2 080 031 304	126 488 296	25 881 842	48 753 809	56 195 184	39 708 248	92 169 395
Autres Débiteurs Divers	829 583 530	-127 158 206	0	0	4 263 870	956 314 340	-3 836 474	0
Comptes de Régularisations - Actif	18 815 796 631	567 741 752	5 972 732 007	2 843 265 974	2 752 208 863	4 324 511 534	0	2 355 336 501
TOTAL DE L'ACTIF	7 699 582 713 541	912 692 413 092	2 814 544 548 077	344 036 305 864	927 886 219 700	1 180 179 056 691	718 654 159 500	801 590 010 617
TOTAL ACTIF ANNEE PRECEDENTE	7 356 786 004 905	1 084 053 426 228	2 664 751 855 020	327 088 869 046	852 565 269 259	1 058 396 959 408	707 505 139 160	662 424 486 784

Tableau IVm : Situation comptable de la BEAC au 28 février 2019 (passif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
Billets et pieces en circulation	2 900 012 025 316	0	1 162 253 066 612	192 027 129 697	447 951 705 068	462 308 230 755	181 729 086 324	453 742 806 860
Tresors et comptes publics nationaux	1 011 230 318 152	673 265 405	499 084 081 358	22 613 404 468	93 676 098 210	109 741 575 094	142 509 262 330	142 932 631 287
Comptes courants	515 133 159 227	0	113 235 874 463	18 667 052 578	80 742 459 543	100 166 470 120	66 763 193 092	135 558 109 431
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	7 184 556 393	0	0	0	4 705 763 621	694 169 221	1 784 623 551	0
Fonds de Réserves Pour Générations Futures	54 524 730 564	0	0	0	93 224 799	8 074 844 965	46 356 660 800	0
Dépôts spéciaux	434 387 871 968	673 265 405	385 848 206 895	3 946 351 890	8 134 650 247	806 090 788	27 604 784 887	7 374 521 856
Banques et institutions financières	2 155 609 261 485	0	930 035 758 698	54 882 061 271	269 509 142 568	456 574 289 059	325 218 245 363	119 389 764 526
Banques et Institutions Etrangères	159 881 646 240	0	51 247 566 614	20 366 696 154	13 868 204 236	25 219 435 534	24 747 118 287	24 432 625 415
Banques et Institutions Financières de la Zone	1 995 727 615 245	0	878 788 192 084	34 515 365 117	255 640 938 332	431 354 853 525	300 471 127 076	94 957 139 111
Comptes courants	1 995 672 193 617	0	878 788 192 084	34 515 365 117	255 585 516 704	431 354 853 525	300 471 127 076	94 957 139 111
Dépôts et placements sur marché monétaire	55 421 628	0	0	0	55 421 628	0	0	0
Comptes de Réserves Obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes des Etablissements de Crédit en liquidation	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres comptes courants	192 019 336 163	48 112 648 247	117 258 427 659	3 243 841 073	16 834 655 561	3 873 099 796	2 222 705 468	473 958 359
Fmi : allocation des d.t.s.	435 336 010 879	0	142 393 040 418	42 869 732 205	64 011 452 776	117 855 214 207	25 134 648 930	43 071 922 343
Emprunts et dettes a long et moyen terme	16 273 977 080	16 273 977 080	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS	43 635 588 624	43 635 588 624	0	0	0	0	0	0
REPORT A NOUVEAU	-203 984 086 284	-203 984 086 284	0	0	0	0	0	0
RESERVES	792 629 413 122	886 443 101 641	-114 924 576 617	22 985 344 048	-3 219 936 312	-5 203 062 922	-1 911 356 753	8 459 900 037
CAPITAL, PRIMES ET FONDS DE DOTATION	91 507 313 350	91 507 313 350	0	0	0	0	0	0
CREDITEURS DIVERS	20 052 249 235	19 002 521 698	206 671 640	66 855 226	65 364 633	696 897 934	30 735 545	-16 797 441
TRANSFERTS NON DENOUES	10 425 238 527	4 879 698 810	5 210 984 067	310 640 927	0	23 914 723	0	0
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	235 804 360 614	3 638 113 972	74 997 854 401	5 605 005 173	39 665 374 639	35 080 837 070	43 356 066 588	33 461 108 771
RESULTAT EN INSTANCE D'AFFECTATION	14 400 180 882	14 400 180 882	0	0	0	0	0	0
COMPTE DE RESULTAT	-15 368 473 604	-11 889 910 333	-1 970 760 159	-567 708 224	-607 637 443	-771 939 025	364 765 705	74 715 875
TOTAL DU PASSIF	7 699 582 713 541	912 692 413 092	2 814 544 548 077	344 036 305 864	927 886 219 700	1 180 179 056 691	718 654 159 500	801 590 010 617
TOTAL PASSIF ANNEE PRECEDENTE	7 356 786 004 905	1 084 053 426 228	2 664 751 855 020	327 088 869 046	852 565 269 259	1 058 396 959 408	707 505 139 160	662 424 486 784

Taux de couverture

Taux de couverture mois antérieur	61,26%		76,91%	80,85%	32,69%	66,91%	6,86%	19,38%
Taux de couverture extérieure du mois antérieur	61,87%		75,43%	81,14%	32,39%	68,75%	7,13%	17,58%

Tableau IVn : Situation des crédits consolidés sur les États au 28 février 2019

Tableau IVm : Encours et impayés sur les engagements consolidés sur les États au 28 février 2019 ⁽¹⁾
(Situation de fin de période - en millions de F.CFA)

Etats	Encours et impayés sur anciens crédits consolidés	Encours et impayés sur avances exceptionnelles ⁽²⁾	Total
Cameroun	577 359	0	577 359
Centrafrique	80 484	673	81 157
Congo	572 000	452	572 452
Gabon	452 500	452	452 952
Guinée Equatoriale	608 703	452	609 155
Tchad	479 430	452	479 882
Total	2 770 477	2 481	2 772 958

(1) Les crédits consolidés représentent l'ensemble des engagements des états vis-à-vis de la BEAC à l'exception des avances pour la contribution au budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) qui ont été consolidées au 31 décembre 2017. Suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites

(2) Composés uniquement des avances exceptionnelles au GABAC

Tableau Vo : Situation monétaire résumée de la CEMAC (période sous revue)

Données consolidées de la BEAC, des banques créatrices de monnaie (BCM) et des Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE)

(Montants en millions de Francs CFA)

Rubriques	Cameroun		Centrafrique		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		Sces Centraux		CEMAC	
	février		février		février		février		février		février		février		février	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
I- Contreparties des ressources du système monétaire																
1- Avoirs extérieurs nets	1 995 310	1 961 503	83 765	72 521	174 800	236 796	476 823	399 676	73 719	-5 523	-277 024	-174 947	642 007	457 101	2 297 106	2 216 001
BEAC	1 387 522	1 510 408	53 954	37 796	124 306	201 263	295 464	314 469	-59 880	-106 621	-225 900	-112 738	642 007	457 101	2 157 001	2 262 907
Banques (BCM et AIBE)	607 788	451 095	29 811	34 725	50 494	35 533	181 359	85 207	133 599	101 098	-51 124	-62 209	0	0	140 105	-46 906
2- Crédit Intérieur (a+b)	3 206 805	3 921 780	287 512	347 655	1 745 409	1 680 784	1 799 120	2 056 917	1 435 254	1 279 645	1 068 381	1 193 794	119 327	119 327	10 468 508	11 287 338
a- Créances nettes sur l'Etat	160 624	579 553	149 927	185 113	571 004	597 145	785 804	933 373	270 060	335 622	449 356	563 119	-673	-673	2 825 624	3 599 415
dont Position Nette du Gouvernement	196 817	634 278	156 788	189 229	563 715	591 860	869 326	999 592	322 463	376 286	476 010	591 841	-673	-673	3 024 570	3 789 750
b- Créances sur l'économie	3 046 181	3 342 227	137 585	162 542	1 174 405	1 083 639	1 013 316	1 123 544	1 165 194	944 023	619 025	630 675	120 000	120 000	7 642 884	7 687 923
Court terme	1 831 229	1 980 881	74 899	95 619	573 750	554 028	573 233	555 628	994 863	776 036	475 562	446 164	0	0	4 639 621	4 522 979
Moyen terme	1 117 849	1 268 855	50 732	55 791	577 744	510 007	415 733	547 625	149 401	146 996	124 982	161 731	120 000	120 000	2 805 859	2 971 454
Long terme	97 103	92 491	11 954	11 132	22 911	19 604	24 350	20 291	20 930	20 991	18 481	22 780	0	0	197 404	193 490
TOTAL DES CONTREPARTIES	5 202 115	5 883 283	371 277	420 176	1 920 209	1 917 580	2 275 943	2 456 593	1 508 973	1 274 122	791 357	1 018 847	761 334	576 427	12 765 614	13 503 338
II- Ressources du système monétaire																
1- Masse monétaire (M2) = a + b + c	4 431 400	4 902 634	307 437	363 878	1 649 650	1 588 830	2 079 781	2 214 946	1 130 794	1 110 781	824 377	917 328	0	0	10 457 375	11 138 674
a- Monnaie fiduciaire	902 834	992 514	157 606	183 705	410 779	402 153	299 934	376 789	142 169	144 883	308 188	340 760	0	0	2 221 510	2 440 804
b- Monnaie scripturale	1 925 200	2 084 771	89 794	115 536	926 316	893 494	1 042 521	1 060 204	753 964	705 366	417 365	486 205	0	0	5 180 210	5 378 117
c- Quasi-monnaie	1 603 366	1 825 349	60 037	64 637	312 555	293 183	737 326	777 953	234 661	260 532	98 824	90 363	0	0	3 055 655	3 319 753
2- Autres postes nets	770 715	980 649	63 840	56 298	270 559	328 750	196 162	241 647	378 179	163 341	-33 020	101 519	761 334	576 427	2 308 239	2 364 664
TOTAL DES RESSOURCES	5 202 115	5 883 283	371 277	420 176	1 920 209	1 917 580	2 275 943	2 456 593	1 508 973	1 274 122	791 357	1 018 847	761 334	576 427	12 765 614	13 503 338

Annexes

Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers

Accord de classement : autorisation préalable délivrée par la Banque Centrale sur certains dossiers de crédit qui lui sont présentés par les établissements de crédit. Les dossiers ayant fait l'objet d'un accord de classement peuvent être mobilisés ultérieurement dans le cadre des opérations de refinancement du marché monétaire.

Adjudication à taux variables : La technique d'adjudication utilisée désormais par la BEAC est dite " **à taux variables** ", s'agissant notamment de l'opération principale d'injection de liquidité. Elle est caractérisée par la vente (ou achat) aux enchères des liquidités dont le montant est connu à l'avance. Contrairement aux appels d'offres à taux fixe¹ pratiqués antérieurement dans la limite des objectifs de refinancement nationaux, l'adjudication à taux multiples présente particulièrement l'avantage d'inciter les établissements de crédit à dynamiser la gestion de leur trésorerie. Étant donné que le volume proposé hebdomadairement tous les mardis est révisable d'une semaine à l'autre, elle est donc plus exigeante en matière de prévisions de liquidité. En rendant les établissements de crédit plus sensibles aux orientations de la politique monétaire de la Banque Centrale, cette approche devrait contribuer au développement du marché interbancaire et à réduire le niveau de liquidité bancaire actuellement globalement élevé.

Appel d'offres : procédure par laquelle la BEAC entre en contact avec les établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour requérir leurs soumissions d'achat ou de vente de monnaie centrale. À l'annonce d'un appel d'offres, dont le communiqué est relayé dans chaque pays par la Direction Nationale de la BEAC, les établissements de crédit sont invités à présenter au maximum cinq (5) offres, assorties chacune d'un taux d'intérêt différent. Après réception de toutes les soumissions effectuées par les établissements intéressés, la BEAC en établit une liste unique sur laquelle elles sont classées par ordre décroissant des taux d'intérêt offerts. Les offres présentant les taux d'intérêt les plus élevés sont satisfaites en priorité et celles à taux d'intérêt plus faibles sont successivement acceptées jusqu'à épuisement du montant total de liquidité à adjuger.

Appel d'offres à taux fixe : procédure d'appel d'offres dans laquelle la BEAC annonce à l'avance le taux d'intérêt ou le prix et où les contreparties participantes soumissionnent le montant pour lequel elles souhaitent être servies à ce taux d'intérêt ou prix.

Appel d'offres à taux variable : procédure d'appels d'offres dans laquelle les soumissions concurrentes des contreparties participantes portent à la fois sur le montant qu'elles souhaitent obtenir et sur le taux d'intérêt ou le prix auquel elles veulent conclure des opérations avec la Banque Centrale, et dans laquelle les offres les plus compétitives sont servies en premier jusqu'à ce que soit atteint le montant total de l'offres.

Appel d'offres normal : procédure d'appel d'offres utilisée dans le cadre des opérations d'open market régulières et exécutée dans un délai de 48 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication.

¹ La technique est de satisfaire les offres retenues à un taux unique.

Appel d'offres rapide : procédure d'appel d'offres utilisée pour les opérations ponctuelles de réglage, lorsqu'une action rapide sur la situation de liquidité du marché est jugée souhaitable, exécutée dans un délai de 24 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication.

Avance intra-journalière : facilité de prêt subordonnée à l'apport préalable de collatéral, octroyée par la BEAC aux participants directs aux échanges sur le Système de Gros Montants Automatisés (SYGMA) dans la CEMAC, afin de leur permettre de faire face à un besoin ponctuel de trésorerie au cours de la journée d'échange.

Collatéral : ensemble des actifs financiers négociables et non négociables éligibles comme garantie des opérations du marché monétaire.

Compartiment des interventions de la BEAC : segment du marché monétaire utilisé par la Banque Centrale pour mettre en œuvre sa politique monétaire à travers des injections et des ponctions de liquidité.

Compartiment interbancaire : segment du marché monétaire réservé aux transactions relatives aux échanges de liquidité et de titres entre les établissements de crédit.

Décote : réduction, en pourcentage, de la valeur du marché d'un actif utilisé en tant que garantie d'opérations de refinancement de la BEAC.

Contreparties de la masse monétaire : créances à l'origine de la création monétaire au profit des secteurs non financiers. Il en existe trois catégories : les avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'État et les crédits à l'économie.

Crédits à moyen terme irrévocables : crédits bancaires pour lesquels la Banque Centrale a marqué son accord de mobilisation et ne peut revenir sur les conditions (durée, taux...). Ces crédits sont mobilisables sur le Guichet B du marché monétaire de la BEAC. Ils sont destinés au financement d'investissements productifs de durée comprise entre 2 et 7 ans.

Droit de Tirage Spécial (DTS) : unité de compte et instrument de réserve internationale créé en 1969 par le Fonds Monétaire International (FMI). Le DTS est alloué aux États membres du FMI en complément des avoirs de réserve existants. Il est calculé chaque jour à partir de cinq monnaies (Dollar, Euro, Yen, Livre Sterling et Renminbi ou Yuan chinois) pondérées selon leur importance dans le commerce et les paiements internationaux.

Facteurs de la liquidité bancaire : phénomènes ou événements qui améliorent ou réduisent le volume de monnaie centrale dont disposent les banques. Ces facteurs peuvent être autonomes ou résulter de l'action spécifique de l'Institut d'Émission (ex : les réserves obligatoires). Les facteurs autonomes qui influent sur la liquidité des banques sont constitués généralement par les opérations de retrait de billets de la clientèle, des opérations avec l'État et des opérations avec l'étranger.

Faculté d'avances : montant maximum de refinancement que la BEAC peut accorder à un établissement de crédit sur la base des effets publics et privés déposés en garantie à ses guichets. La décision du CPM N°04/CPM/2013 du 31 août 2013 précise les actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la BEAC. La décision

N°05/CPM/2013 du 31 août 2013 fixe les décotes applicables à ces actifs financiers. La décision N°02/CPM/2018 du 21 mars 2018 fixe les décotes applicables sur les titres publics.

Facilité de prêt marginal : avance à 24 heures qui s'effectue sous forme de prise en pension ou de prêt garanti par les actifs éligibles, suivant la procédure bilatérale.

Facilité de dépôt : placement à 24 heures qui s'effectue sous forme de dépôt à blanc à la Banque Centrale, suivant la procédure bilatérale.

Fédéral Funds rate : c'est le taux du marché interbancaire aux États-Unis, c'est-à-dire le taux auquel les principales banques américaines négocient entre elles leurs réserves libres (excédents de réserves obligatoires auprès de la Reserve Federal). Les "Fonds Fédéraux" sont d'abord les fonds déposés par les banques américaines auprès de la Federal Reserve (Banque Centrale des États-Unis). Par extension, le vocable a été repris pour définir les fonds que les banques s'échangent entre elles quotidiennement sur le marché interbancaire.

Fixing : cotation officielle de certaines devises à une heure déterminée sur certaines places financières après compensation des offres et des demandes.

Liquidité banque centrale : quantité de monnaie émise par la Banque Centrale et qui est à la disposition du système bancaire. Cette monnaie se matérialise par les avoirs en compte du système bancaire auprès de l'Institut d'Émission.

Liquidité bancaire : Capacité pour une banque à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance.

Marché financier : lieu de rencontre entre demandeurs et offreurs de capitaux à moyen et long terme, sous forme de valeurs mobilières. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission de nouvelles actions et obligations, et un marché secondaire, portant sur les échanges de titres déjà émis.

Marché monétaire : lieu où les institutions et sociétés financières et non financières de la CEMAC échangent et placent des liquidités à court et moyen terme.

Mobilisable : caractère de ce qui peut être transformé en monnaie.

Nantissement : contrat par lequel une contrepartie affecte des actifs financiers, présents ou futurs, en garantie des concours reçus de la Banque Centrale sur le compartiment des interventions de celle-ci.

Objectifs implicites (de la politique monétaire) : objectif que s'assigne la Banque Centrale mais qui n'est pas déclaré ou rendu public.

Objectifs explicites (de la politique monétaire) : objectif de politique monétaire annoncé à l'avance au public.

Opération de cession temporaire : opération par laquelle la Banque Centrale achète ou vend des titres dans le cadre d'une pension ou accorde des prêts adossés à des garanties.

Opération d'open market : opération réalisée à l'initiative de la BEAC sur le marché monétaire, sous forme de cession temporaire, de retrait de liquidité à blanc, d'achat/vente ferme des titres ou d'émission de bons BEAC.

Opération ferme : instrument par lequel la Banque centrale achète ou vend des actifs négociables éligibles de façon ferme sur le marché, sans rétrocession de propriété.

Reprise de liquidité en blanc : instrument par lequel la BEAC invite des contreparties à placer des dépôts à terme sur des comptes ouverts dans ses livres, afin de retirer des liquidités du marché.

Pension-livrée : opération par laquelle une contrepartie cède à une autre de manière temporaire, en pleine propriété, des effets et titres de créances, contre des liquidités, les deux parties s'engageant respectivement et irrévocablement, le cédant à reprendre les effets et titres cédés, et le cessionnaire à les rétrocéder à un prix et à une date convenue.

Procédure bilatérale : procédure par laquelle la BEAC effectue des opérations directement avec une ou plusieurs contreparties sans mise en concurrence par appel d'offres.

Programmation monétaire : technique moderne de prévision permettant de projeter les évolutions des principaux agrégats macroéconomiques et de diagnostiquer les vulnérabilités d'un environnement économique à partir d'un cadre macro-économique intégré et cohérent.

Ratio Cooke (ou ratio de solvabilité) : rapport entre les fonds propres d'une banque et les risques encourus. Dans les États de la CEMAC, ce ratio doit être supérieur à 8 %.

Refinancement : opération par laquelle les institutions financières se procurent des liquidités, d'une durée souvent courte pour faire face à leurs différents engagements. Cette opération est en partie assurée par la Banque Centrale qui intervient en prenant en garantie des actifs financiers détenus par ces institutions financières contre remise de liquidités.

Swap (de trésorerie) ou "crédits croisés" : opération d'échange de trésorerie qui s'effectue de gré à gré entre deux parties. Au moins l'une des séries des flux financiers est calculée en fonction de l'évolution d'un indicateur financier (taux d'intérêt, taux de change, prix d'une action, ...).

Taux de change nominal : prix dans une monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale.

Taux de change effectif : somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents. La pondération correspond à l'importance de chaque partenaire en part dans les importations et les exportations des biens et services.

Taux directeur : principal taux d'intervention d'une Banque Centrale et dont la modification doit servir de signal aux opérateurs économiques sur les orientations de la politique monétaire.

Taux de base bancaire : c'est le taux d'intérêt qui sert de référence pour les crédits accordés par les banques à leur clientèle. Il est spécifique à chaque banque, même lorsque la concurrence fait en sorte que les principaux établissements de crédit s'alignent entre eux.

Taux de pénalité : taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale aux banques primaires en cas de manquement à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et aux impayés résultant des opérations du marché monétaire ou dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible.

Taux d'Intérêt des Appels d'offres (TIAO) : taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations principales d'injection de liquidité organisées par la BEAC. Il est fixé en tenant compte de la conjoncture, tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la BEAC.

Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP) : taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Il se subdivise comme ci-après :

- Taux d'intérêt Sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP₀) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP₁) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP₂).

Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) : c'est le taux d'intérêt moyen (pondéré par le volume des transactions réalisées) pratiqué par les banques sur le marché interbancaire de la CEMAC. Il est calculé par la Banque Centrale selon les diverses échéances (au jour le jour, un mois, deux mois, ...) et communiqué régulièrement aux différents participants du marché interbancaire.

Annexe 2 : Chronologie des principaux événements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC

11 janvier 2008 : le Comité de Politique Monétaire de la Banque des États de l'Afrique Centrale s'est réuni en séance inaugurale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Philibert ANDZEMBE, Gouverneur de la BEAC, son Président statutaire.

20 mars 2008 : le Comité de Politique Monétaire, lors de sa première réunion ordinaire, approuve le schéma transitoire du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication dans la CEMAC, ainsi que son chronogramme de mise en œuvre, avec comme objectif, le lancement des adjudications des valeurs du Trésor en 2009.

2 juillet 2008 : le Comité de Politique Monétaire décide de l'abandon de la règle de discrimination du taux d'intérêt servi sur les dépôts spéciaux suivant la position de l'État au compte d'avances statutaires. Il a également décidé du réaménagement de la composition des groupes assujettis à la constitution des réserves obligatoires, au regard des niveaux respectifs de liquidité des pays. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire approuve le Projet de Règlement CEMAC sur les titres publics émis par adjudication et autorise le Gouverneur à le transmettre au Conseil d'Administration de la BEAC (pour avis conforme) et au Comité Ministériel de l'UMAC (pour adoption définitive).

Enfin, le Comité de Politique Monétaire examine les recommandations du séminaire sur le développement du secteur financier dans la CEMAC qui s'est tenu à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008 avec le FMI et la Banque Mondiale et a décidé, s'agissant des conditions de banque, de la suppression du Taux Débiteur Maximum (TDM).

3 juillet 2008 : le Conseil d'Administration délivre son avis conforme pour l'adoption par le Comité Ministériel du Règlement CEMAC sur l'émission des titres publics suite à son approbation par le Comité de Politique Monétaire.

6 août 2008 : le Comité Ministériel adopte définitivement le règlement CEMAC relatif à l'émission des titres publics émis par adjudication.

27 février 2009 : le Comité de Politique Monétaire approuve les cinq projets de textes réglementaires et conventionnels suivants portant réglementation, organisation et fonctionnement du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication :

- la Convention relative à l'organisation des adjudications des Valeurs du Trésor ;
- la Convention relative à la participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor aux adjudications des titres publics émis par adjudication ;
- le Cahier des charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor ;
- le Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) ;
- la Convention-cadre de pension livrée.

29 juin 2009 : le Comité de Politique Monétaire examine les modalités pratiques de mise en œuvre du projet d'émission des titres publics émis par adjudication et a décidé de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors nationaux dès le démarrage des émissions des titres publics prévu au cours du second semestre 2009 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances par cinquième chaque année ;

- proposer au choix de chaque État de rembourser les utilisations au-delà du plafond d'avances réajusté, soit une seule fois, soit par consolidation sur un an maximum, au TIAO et à échéances trimestrielles.

En application de ces décisions, les plafonds d'avances statutaires des Trésors Nationaux, gelés depuis le mois de juin 2009, ont été réduits de 1/5^{ème} soit 20%, depuis le 1^{er} janvier 2011.

16 décembre 2011 : le Comité de Politique Monétaire décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux à leur niveau constaté au 31 décembre 2010 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012.

22 mars 2013 : le Comité de Politique Monétaire fixe la limite des créances de la banque centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par le Trésor publics, les collectivités locales ou tout autre organisme public de chacun des États membres de la CEMAC, telle que prévue par les Statuts de la Banque. Cette limite est de 35 % des recettes budgétaires ordinaires fongibles d'origine nationale constatées au cours de l'exercice écoulé.

18 décembre 2014 : le Comité de Politique Monétaire après avoir examiné l'impact de la baisse brutale des cours de pétrole sur le cadre macroéconomique, et sans préjudice du principe d'extinction des avances statutaires aux États, a décidé de maintenir, à titre exceptionnel et provisoire en 2015, les plafonds d'avances à leur niveau atteint au 31 décembre 2013.

7 octobre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session extraordinaire, établit les plafonds d'avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté pour la RCA dont le montant du plafond est adossé sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

28 septembre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session ordinaire, a autorisé le Gouvernement de la Banque Centrale à procéder à l'octroi d'une avance exceptionnelle à la République du Tchad, limitée au maximum à 50 % des plafonds d'avances révisés arrêtés pour l'exercice 2015 (sur la base des recettes budgétaires de 2014), dans la mesure où ce pays est sous-programme avec le FMI. Par ailleurs, tout autre pays ayant conclu un accord avec le FMI, au cours des exercices 2015 et 2016, qui ferait une demande d'avance exceptionnelle, en bénéficierait après accord préalable du Conseil d'administration.

15 juin 2016 :

- le Comité de Politique Monétaire modifie le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC. Cette réforme offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC et uniformise les coefficients des réserves obligatoires, avec des seuils de constitution n'affectant pas les établissements de crédit collectant un volume faible de dépôts. Par ailleurs, elle élargit les éléments de l'assiette des réserves obligatoires à l'ensemble des éléments du passif des assujettis, notamment les titres de créances négociables (TCN) ;

- le Comité de Politique Monétaire a redéfini les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire. La BEAC interviendra sur le marché par voie d'appels d'offres et de procédures bilatérales. Les opérations initiées dans le cadre de ses interventions sont irrévocables dès leur mise en place. Les instruments utilisés au titre de

ces interventions comprendront désormais : les opérations d'open market (opérations principales d'injection de liquidité, opérations d'injection de liquidité de maturité longue, opération ponctuelle de réglage fin, opérations structurelles), les facilités permanentes, les avances intra journalières et les opérations du guichet spécial de refinancement.

22 mai 2017 :

- le Comité de Politique Monétaire, réuni en session extraordinaire, adopte les mesures de politique monétaire ci-après :
 1. réduction de 20 % des objectifs de refinancement de la Guinée Équatoriale et du Tchad (pays dont la position en Compte d'Opérations est débitrice), pour les ramener respectivement à 192 milliards et 240 milliards ;
 2. réduction automatique de 10 % de l'objectif de refinancement de tout pays dont la position en Compte d'Opérations sera créditrice mais dont le ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire sera inférieur au seuil minimal de 15 % ;
 3. réduction complémentaire de 10 % de tout pays dont la position créditrice en Compte d'Opérations deviendra débitrice après qu'il ait subi une première réduction de 10 % de son objectif de refinancement sur la base du ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire.
- le Comité de Politique Monétaire autorise le Gouvernement de la BEAC à apporter de la liquidité d'urgence aux banques en difficulté exerçant au Tchad, en attendant la mise en place du dispositif global dédié.

11 juillet 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la définition ci-après du seuil cible dans le cadre de la structuration des réserves de change « ***le seuil cible des réserves de change est le niveau des réserves requis pour couvrir 3 mois d'importations des biens et services, ainsi que 3 mois de la dette extérieure*** ».

2 novembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, modifie le mode de constitution des réserves obligatoires par les établissements de crédit auprès de la BEAC, en instituant la constitution en moyenne.

19 décembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la décision portant sur le cadre général du nouveau dispositif d'apport de liquidité d'urgence, pour permettre aux établissements de crédit de la CEMAC, jugés solvables, de faire face aux tensions temporaires de liquidité pouvant affecter la stabilité financière.

21 mars 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide de :

- abandonner la norme limitant les créances de la BEAC adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors publics à 35 % des recettes budgétaires de l'exercice écoulé ;
- fixer les nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire de la BEAC ;
- supprimer la tranche d'exonération des réserves obligatoires et d'appliquer des coefficients uniformes ;

- fixer, à partir de la période de constitution des réserves obligatoires du mois d'avril 2018, les coefficients à appliquer sur les exigibilités à vue et à terme à 7,00% et 4,50% respectivement ;
- abandonner les objectifs nationaux de refinancement au profit d'une ***limite sous-régionale d'intervention*** de la Banque Centrale, pour consacrer l'unicité de la politique monétaire. Cette donnée ne sera plus communiquée au public mais sera un outil interne de pilotage des interventions de la Banque Centrale.

25 juillet 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire à N'Djamena, République du Tchad, décide, en vue du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, de mettre en place un corridor autour du TIAO, composé :

- d'une facilité de prêt marginal à un taux de 4,70%, en remplacement du taux d'intérêt des prises en pension (TIPP) ;
- d'une facilité de dépôt à un taux de 0,0%, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

31 octobre 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en séance ordinaire du 31 octobre 2018 à Yaoundé, au regard des perspectives macroéconomiques favorables de la sous-région et en appui à sa soutenabilité extérieure, décide de :

- relever le taux d'intérêt des appels d'offres de 2,95% à 3,50% ;
- porter le taux de facilité de prêt marginal du taux de 4,70% à 5,25% ;
- maintenir inchangé le taux de facilité de dépôt ;
- relever le taux de pénalité aux banques de 7,00% à 7,55% ;
- maintenir inchangés les coefficients des réserves obligatoires.

**DOCUMENT RÉALISÉ PAR LA BANQUE DES
ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE**

“ B.E.A.C. ”

**SERVICES CENTRAUX
BP 1917 YAOUNDÉ - CAMEROUN**

**DIRECTION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE, DES
ACTIVITÉS BANCAIRES ET DU FINANCEMENT DES
ÉCONOMIES**

**TEL : (237) 222 23 46 95 – 222 23 46 96
FAX : (237) 222 23 46 93 – (237) 222 22 78 03
E-MAIL : Reporting-SCX_MM@beac.int**

**BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR VOS
OBSERVATIONS ET VOS COMMENTAIRES A
L'ADRESSE CI-DESSUS**